

CHAPITRE V

GORTER, LA GAUCHE COMMUNISTE ET LA FONDATION DE LA K.A.I.

UNE ENTREPRISE AVORTEE (1921-1927)

La reconnaissance du KAPD comme “parti sympathisant” de la III^e Internationale, disposant d’un “représentant permanent à l’Exécutif” (1), apparaissait en janvier 1921 comme une victoire de la politique d’opposition menée par Gorter et Pannekoek. Une communauté de travail devenait possible entre l’I.C. et le communisme de gauche. C’est du moins ce qu’il semblait à lire Zinoviev, qui écrivait au nom du Comité exécutif :

“ Le noyau du KAPD comprend des ouvriers réellement révolutionnaires. Ce parti a fait un très grand pas

vers le communisme ces derniers temps en excluant de ses rangs Laufenberg, Wolffheim et Otto Rühle. Le KAPD critique nos camarades allemands; ce n'est point encore un malheur. Le KPD n'est pas tout à fait préservé d'erreurs : il n'est que de nous rappeler seulement son attitude pendant le putsch de Kapp et pendant la dernière insurrection des électriciens berlinois... " (2)

La communauté de travail entre le communisme de gauche et l'I.C. fut de courte durée. Elle ne survécut pas à l'Action de Mars 1921 en Allemagne centrale. L'environnement international devenait de plus en plus défavorable, non seulement avec le recul très net de la révolution mondiale, mais surtout avec la politique menée par l'État russe. La politique étrangère de cet État, les événements de Kronstadt et finalement la politique de l'I.C. en Allemagne vont être autant de jalons dans la rupture finale, survenue au IIIe Congrès de l'Internationale communiste. Précédée par l'expulsion de la minorité du CPN, avant même le IIIe congrès celle du KAPD en septembre 1921 sonne le glas d'une opposition internationale dans l'I.C. Désormais, c'est la Gauche communiste hollandaise qui prend la direction de l'opposition internationale en dehors même du Komintern. Sous la houlette de Gorter, mais non de Pannekoek, est formée une Internationale communiste ouvrière (KAI) qui sera finalement une aventure sans lendemain. Elle ne fera que précipiter de déclin du courant de la Gauche communiste aux Pays-Bas, comme en Allemagne, avant que surgisse à la fin des années 20 le Groupe des communistes internationalistes (ou G.I.C.).

Alors que le centre de gravité du courant hollandais s'était déplacé vers l'Allemagne, et même la Grande-Bretagne et la Bulgarie, les Pays-Bas redeviennent le centre théorique et politique du mouvement communiste de gauche international.

LE REcul DE LA REVOLUTION MONDIALE

La N.E.P. (Nouvelle politique économique) dans le domaine économique, en Russie, après mars 1921, a été précédée d'une véritable N.E.P. diplomatique de l'État russe. Celui-ci chercha à nouer des alliances avec différents États du monde capitaliste. Par l'intermédiaire de Radek, emprisonné en Allemagne, des contacts

furent pris dès l'automne 1919 avec la Reichswehr et ses généraux (3), mais aussi avec le millionnaire Rathenau, dans le but d'étudier les possibilités d'alliance militaire et économique entre l'Allemagne et la Russie. Dès octobre 1919, Radek déclarait nettement : " La possibilité d'une paix entre les États capitalistes et les États prolétariens n'est pas une utopie. " (4) Une alliance de fait, dirigée contre le Traité de Versailles et les Alliés, s'établit en 1920, lors la guerre russo-polonaise : l'Allemagne fit une déclaration de 'neutralité' qui signifiait l'interdiction du transit des munitions alliées destinées à la Pologne à travers son territoire. Avec les pays alliés, des accords commerciaux furent recherchés et obtenus : un accord commercial fut conclu entre la Grande-Bretagne et la Russie le 16 mars 1921, au moment des événements de Kronstadt. Le modus vivendi, entre le monde capitaliste et l'État soviétique, dénoncé auparavant par Pannekoek, devenait lentement une réalité. Le Traité de Rapallo de 1922 se dessinait.

Mais le plus inquiétant était la soumission progressive de l'Internationale communiste aux buts nationaux de l'État russe. Celui-ci tendait à faire prédominer ses intérêts propres sur les intérêts révolutionnaires de l'Internationale. La Turquie offre un exemple frappant de cet antagonisme. Dès 1919, des contacts avaient été pris à Berlin, toujours par l'intermédiaire de Radek, entre le gouvernement russe et le dirigeant nationaliste turc Enver, qui fut plus tard présent au Congrès de Bakou. Des relations amicales furent nouées (5) avec Mustafa Kemal à partir de 1920, qui se conclurent par un accord avec la Turquie le 16 mars 1921. Mustafa Kemal non seulement écrasa le mouvement paysan, soutenu par l'I.C., mais fit exécuter toute la direction - formée en Allemagne par les spartakistes et hostile à tout nationalisme - du parti communiste turc. Ce massacre n'entama pas les bonnes relations entre l'État russe et la Turquie. Pour la première fois, il était montré que des gouvernements, entretenant de bonnes relations diplomatiques avec la Russie, pouvaient impunément assassiner et mettre hors la loi des militants révolutionnaires, membres de l'Internationale communiste, sans s'aliéner la faveur de l'État russe, dont la politique était, en principe, subordonnée à celle de l'I.C. Ces événements, qui se déroulèrent en janvier 1921, étaient la conséquence directe de la politique de soutien - avalisée par le IIe Congrès - aux mouvements dits de " libération nationale ".

a) Les événements de Kronstadt (mars 1921)

Plus qu'en politique extérieure, les événements de Kronstadt vont démontrer l'antagonisme entre l'État russe et le prolétariat. Des grèves avaient en effet éclaté en février 1921 dans les usines de Petrograd, qui avait toujours été le cœur de la Révolution russe. Elles étaient autant dirigées contre le rationnement alimentaire que contre l'État et le Parti bolchevik. En dépit des allégations que les grèves auraient été " fomentées " par les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires ou les anarchistes - la plupart de ceux-ci étaient en prison -, le mouvement était spontanée sans chefs ni organisation. Il s'était étendu à toutes les grandes usines, y compris les usines Poutilov, le principal bastion de la Révolution en 1917. Face à cela, Zinoviev et les bolcheviks de Petrograd répondent par des mesures répressives : dispersion par les Cadets (koursantis) des manifestations; lock-out des usines en grève; privation des cartes de ravitaillement pour les grévistes; instauration de la loi martiale; arrestations massives; exécution immédiate en cas de rassemblement; surveillance par des troupes de bolcheviks armés des ouvriers à l'intérieur des usines (6). Ces mesures eurent pour effet de cristalliser le mécontentement latent des ouvriers depuis plusieurs mois et de le politiser. Les revendications politiques: abolition de la loi martiale; libération de tous les emprisonnés; les libertés de réunion, de presse, de parole pour les ouvriers; des élections libres aux comités d'usine, aux soviets, toutes ces revendications dirigées contre " la dictature de parti " et la Tchéka montraient l'antagonisme entre prolétariat et État, dans lequel s'étaient fondus les bolcheviks. Elles étaient un appel à la démocratie ouvrière et la revitalisation des soviets, absorbés par l'État et le parti bolchevik.

Mis au courant de la situation, les marins et les ouvriers des ateliers de Kronstadt envoyèrent des délégations dans les usines de Pétrograd. Le résultat fut que les marins et ouvriers de Kronstadt reprirent à leur compte celles des ouvriers de Petrograd et les élargirent : réélection des soviets au scrutin secret; organisation en dehors du parti bolchevik d'une conférence des ouvriers, soldats, marins de la province; liberté de presse et d'organisation pour anarchistes et socialistes de gauche. L'envoi de Kalinine et de Kouzmine à Kronstadt, qui ont une attitude provocatrice, ne fit que précipiter les choses. Le résultat fut la formation d'un Comité révolutionnaire provisoire (C.R.P.) représentant toute la population de l'île. Cela au moment même où les ouvriers de Pétrograd reprenaient le travail, sous l'effet de la terreur,

L'affrontement armé entre les bolcheviks et les marins et ouvriers de Kronstadt devenait inévitable. Ceux-ci étaient traités de contre-révolutionnaires "gardes blancs", à la solde "des capitalistes français (7); leurs familles à Pétrograd étaient prises en otages; eux-mêmes étaient menacés d'être "descendus comme des perdrix". Enfin Trotsky - que les insurgés appelaient le "Junker Trotsky", "le sanguinaire Trotsky" (8), donna le 7 mars l'ordre d'écrasement de Kronstadt, ne laissant aucun espoir de survie aux marins et ouvriers : " Je donne à l'instant même l'ordre de préparer l'écrasement de la révolte. Les insurgés seront passés par les armes." (9) Avec le mot d'ordre " vaincre ou mourir ", les marins et les ouvriers, qui tous avaient été armés, se battirent avec l'énergie du désespoir. Le gouvernement avait mobilisé des milliers de soldats, dont une bonne partie venait d'Asie centrale - et donc plus malléables à la propagande officielle -, auxquels s'adjoignirent des membres du Parti bolchevik, dont ceux de l'opposition ouvrière (10); derrière eux se trouvaient les Tchékas, qui fusillaient les nombreux déserteurs ou tiraient sur les troupes passant dans les rangs de Kronstadt. Les troupes de Toukhatchevsky (11) vinrent à bout de l'insurrection; des milliers de marins et ouvriers furent fusillés, les survivants envoyés en prison ou dans des camps où ils périrent. Des 8.000 qui purent se réfugier en Finlande, beaucoup revinrent, sous promesse d'amnistie : ils furent soit exécutés soit disparurent dans des camps. (12)

Le programme des insurgés de Kronstadt n'était pas suffisamment clair pour qu'il retînt l'attention des communistes de gauche. Il rejetait certes toute idée de Constituante et de retour au passé; il souhaitait simplement - de façon confuse - une dictature des conseils, sans les partis quels qu'ils soient, et non une dictature étatique exercée par un seul parti. Cette idée d'une "dictature de classe", opposée à la "dictature de parti" fut néanmoins - à la fin de l'année 1921 - développée par les communistes de gauche hollandais et allemands, surtout par le KAPD. Par contre, l'appel à "une troisième révolution" de la part des 'Kronstadiens' restait très vague et n'apportait aucune perspective. L'idée, par ailleurs, "de donner aux paysans la liberté d'action complète sur leur terre" - mais "sans utiliser le travail des salariés" (13) - ne pouvait que rencontrer l'hostilité de Gorter et du KAPD. Ceux-ci étaient hostiles à toute concession à la paysannerie, qu'ils assimilaient aux koulaks.

De fait, au départ, le KAPD soutint la thèse officielle d'un complot contre la Russie soviétique. Prétendant que des bateaux français étaient à Reval pour soutenir l'insurrection en Russie - ce qui était faux -, il affirmait : " Les émigrants contre-révolutionnaires russes retournent en Russie, et le comte Wrangel se prépare en Hongrie dans le but d'un soutien militaire ". (14) L'action des insurgés était définie comme anticommuniste et contre-révolutionnaire : " Les connaissances exactes des conditions russes permirent aux contre-révolutionnaires de provoquer une insurrection, qui dans sa première phase était de la même espèce qu'une troisième révolution.

Au cours de la lutte - par l'exigence d'une Constituante se dessine clairement l'empreinte d'un soulèvement dirigé contre le communisme ". Néanmoins l'organe du KAP donnait nettement le contexte : la faim et celui du " mécontentement contre la dictature du parti et la bureaucratie soviétique " (15).

Il fallut le rapport circonstancié des délégués du KAPD à Moscou, et en particulier d'Arthur Goldstein (16) qui représentait le parti à l'Exécutif de l'I.C., pour que changeât l'attitude des communistes de gauche. Goldstein donnait une appréciation plus exacte de la signification prolétarienne de Kronstadt :

" L'antagonisme entre prolétariat et gouvernement soviétique se fit encore plus aigu lors de l'éclatement des émeutes alimentaires de Moscou et Pétrograd : le gouvernement soviétique prit des mesures très sévères qui même ne sont point différentes de celles adoptées dans un Etat capitaliste. J'ajouterai que le soulèvement de Kronstadt est à interpréter comme un symptôme, celui de l'antagonisme entre prolétariat et gouvernement soviétique. L'histoire de l'insurrection de Kronstadt n'est pas encore close aujourd'hui et nous ne voulons aujourd'hui encore ne donner aucun jugement définitif sur ce point. Il est certain que dans l'insurrection de Kronstadt ce n'est pas seulement le capital étranger qui joua comme facteur contre le gouvernement soviétique, mais le fait que de grosses parties du prolétariat russe se plaçaient du fond du cœur au côté des insurgés de Kronstadt. " (17)

Cette attitude des instances du KAPD était beaucoup plus claire et mieux fondée que celle adoptée par Gorter. Celui-ci fut accusé au IIIe Congrès de l'I.C. (18) par Radek et Zinoviev de " soutenir Kronstadt ".

Tout en marquant que le prolétariat russe s'était insurgé contre le parti communiste et qu'il valait mieux avoir " une dictature de classe à la place d'une dictature de parti ", Gorter trouvait " nécessaires " les mesures prises par les bolcheviks à l'égard de Kronstadt. Ceux-ci avaient écrasé la 'contre-révolution', et Gorter implicitement envisageait que les communistes de gauche seraient amenés à prendre de telles mesures en Occident, où la 'contre-révolution' dans une partie du prolétariat serait plus forte :

" Chez vous, vous pouviez - lorsqu'une partie du prolétariat se dressa contre vous à Kronstadt et Petersburg - encore réprimer la contre-révolution. Parce que chez vous elle est faible, Mais chez nous elle triompherait, si une partie du prolétariat s'élevait contre nous. Car chez nous la contre-révolution est très puissante. " (19)

Cette conception étrange de la part d'un militant se réclamant d'une " dictature de classe " sous la forme des conseils - revendication qui avait été en partie mise en avant à Kronstadt s'explique surtout par la mise en place de la NEP (Nouvelle politique économique) le 15 mars, au moment où l'assaut était donné contre Kronstadt. Celle-ci constituait, comme le soulignait Riazanov, un véritable " Brest-Litovsk paysan ". La liberté accordée aux paysans de disposer de leur surplus, la liberté de commerce étaient autant de reculs devant les forces petites-bourgeoises. Si cette politique de concessions était chez Lénine une retraite momentanée, elle annonçait néanmoins le fameux " enrichissez-vous " adressé par Boukharine aux koulaks. Il est symptomatique que ces mesures désamorçèrent, plus que la répression, toute tentative d'insurrection des soldats en faveur des mutinés de Kronstadt.

Gorter, à la grande différence du KAPD qui commençait à nouer d'étroites relations avec les communistes de gauche russes et était mieux informé (20), voyait dans Kronstadt et la NEP le triomphe d'une contre-révolution paysanne. Selon lui, " une petite action d'un groupe de paysans - on dit que les équipages des navires de guerre étaient pour la plupart formés de fils de paysans - fut suffisante " pour que " le communisme s'écroulât au moindre souffle ". Le parti bolchevik apparaissait alors comme le parti de la paysannerie et " le prolétariat fut mis au service de la paysannerie ". (21)

Cependant, tous les communistes de gauche, Gorter, Pannekoek et le KAPD étaient d'accord pour

dénoncer le sens contre-révolutionnaire des mesures prises dans le domaine économique et dans le domaine politique. Dès avril 1921, le KAPD - par la bouche de ses délégués à Moscou - dénonçait " les formes actuelles qui semblent se rapprocher fortement d'une sorte de capitalisme d'État ". D'autre part, après le Xe congrès du parti russe interdisant l'opposition ouvrière, comme fraction organisée, et toute fraction en général, la démocratie ouvrière dans le parti bolchevik était morte : " Après le dernier congrès de la République soviétique russe (sic), on ne peut plus douter qu'en Russie il n'existe pas une dictature de classe mais une dictature de parti. " (22) Cette position de Gorter, partagée par le KAPD, était annonciatrice d'une rupture avec l'I.C. La question russe, et donc celle du sort de l'I.C. passait au premier plan au sein de la Gauche communiste hollandaise et allemande. C'est en Allemagne que se jouait désormais le sort de la Révolution russe et du Komintern.

b) L'Action de Mars 1921

Bien que limitée à l'Allemagne centrale, l'Action de Mars avait été une grave défaite de la révolution en Allemagne. Cette action se déroula en pleine passivité du prolétariat allemand sous le coup de défaites répétées. Le ministre de l'intérieur social-démocrate, Severing, qui s'était fait connaître en 1920 dans la Ruhr par ses talents de " pacificateur " en faisant appel à la Reichswehr, avait décidé de pacifier l'Allemagne centrale, où les ouvriers avaient conservé leurs armes. Le 18 mars, jour même où tombait Kronstadt, la social-démocratie faisait occuper militairement l'Allemagne centrale. Celle-ci était l'un des plus forts bastions des deux partis rivaux : VKPD et KAPD. Le KAPD, en dépit de la scission de la tendance " saxonne " de Rühle, dirigeait une très forte Union (AAU) aux usines Leuna, qui comptait 2.000 membres sur 20.000 ouvriers. D'autre part, des hommes comme Max Hölz et Karl Plättner, membres du KAPD - de façon très informelle il est vrai (23) -, étaient très populaires en Allemagne centrale pour leurs actions d'" expropriation ". Ils étaient les organisateurs militaires du parti dans cette région.

C'est dans ce contexte, où le prolétariat allemand était sur la défensive, que l'Exécutif de l'I.C. - ou une partie de celui-ci - commença à développer la théorie du " forçage de la révolution ". Des hommes comme Bela Kun furent envoyés en Allemagne pour inciter le VKPD à passer à l'offensive, y compris par l'action

armée. Brutalement, l'Exécutif de l'I.C. passait de la tactique opportuniste de la " lettre ouverte " aux syndicats, pour proposer un " front unique ", à celle, aventuriste, du putsch.

L'appel lancé par le VKPD à l'armement des ouvriers et à la grève générale dans le district de Halle, où se trouvent les usines Leuna, rencontra peu d'écho. Face à cette passivité, Eberlein - l'ancien délégué du KPD au Premier congrès de l'I.C. - proposera même de faux attentats contre le VKPD pour susciter " l'indignation des masses " Soutenu par les délégués de l'Exécutif, il prêche l'insurrection armée à tout prix en Allemagne centrale. (24)

Le KAPD, de son côté, tombe lui aussi dans l'aventurisme. Alors que les ouvriers d'Allemagne centrale, et ceux des usines chimiques de Leuna, hésitent à engager une lutte armée contre la police social-démocrate, il pousse à l'insurrection. Il adresse aux ouvriers allemands des proclamations exaltées " avec des fusils et couteaux, avec les poings et les dents, mettez-vous à l'œuvre, le sort en est jeté ". Ne voyant pas la manœuvre putschiste du VKPD, le KAPD croit que " les masses du VKP agissent en suivant (ses) mots d'ordre. Elles ont contraint leurs chefs à cela ".(25) Aussi, le KAPD forma un comité de lutte avec le VKPD pour coordonner l'action, aussi bien sur le plan des grèves que sur le plan " militaire ".

Cependant, face à l'offensive du gouvernement, l'appel à la grève lancé par KAPD et VKPD dans l'ensemble de l'Allemagne est peu suivi. Dans l'ensemble du pays, 300.000 ouvriers environ répondent à l'appel. La grève est très peu suivie à Berlin, malgré les tentatives d'occuper par surprise les usines et d'empêcher les ouvriers d'aller au travail. La manifestation commune des deux partis rivaux, KAPD et VKPD, ne rassemble qu'à grand peine 4.000 personnes. Dans la majorité des cas, les ouvriers restent très méfiants, sinon hostiles, à ce type d'action.

Le KAPD, en dépit de sa très grande combativité dans l'Action de Mars, est divisé, particulièrement en Allemagne centrale. D'un côté, deux chefs du KAPD - Franz Jung et Fritz Rasch - envoyés sur place par la centrale du parti - essayent de coordonner grèves et actions armées avec le VKPD. De l'autre côté, Max Hölz, arrivé de Berlin, organise en Allemagne centrale - mais sans aucun lien avec le KAPD ses propres

commandos d'action qui mènent une guérilla contre la police dans le district minier d'Eisleben. Il en est de même de Karl Plättner et d'une foule d'autres chefs anonymes du KAPD qui constituent leurs propres milices, mais de façon moins publicitaire que Max Hölz. De telles actions sont d'ailleurs désavouées par les ouvriers de la gigantesque usine de Leuna, dont la moitié au moins sympathise avec l'AAU et le KAPD. Les chefs du KAPD et de l'AAU à Leuna, Peter Utzelmann (26) et Max Prenzlau, qui ont appelé à la grève et formé un comité d'action commun avec le VKPD, qui se traduit par la formation de 17 centurions prolétariennes armées, rejettent toute lutte armée avec la police. Vu le rapport de forces défavorable, l'affrontement serait " un holocauste insensé et criminel " (27). Ils ignoraient que Max Hölz se trouvait à quelques kilomètres de là et que Franz Jung et Fritz Rasch étaient sur place. Ils font en conséquence évacuer une grosse partie des insurgés dans la nuit du 28 mars pour éviter le massacre. Le lendemain, l'usine est bombardée par la police qui tue 34 ouvriers et fait 1.500 prisonniers. L'amertume est grande chez les militants du KAP de Leuna qui sont en désaccord avec leur parti et avec la tactique de Max Hölz. (28). Celui-ci, encerclé avec ses partisans - au nombre de 2.000 -et après une bataille de 10 jours, doit abandonner le combat le premier avril. Le 31 mars, le VKPD s'était retiré de la lutte armée. C'était la fin de l'Action de Mars, dans la défaite.

Le bilan de l'Action de Mars était très lourd : une centaine de tués dans les rangs ouvriers, des milliers d'arrestations, des milliers de condamnations à la forteresse : Hölz, Plättner, Utzelmann sont condamnés à de lourdes peines de forteresse. Le résultat est plus désastreux pour le VKPD que pour le KAPD : le premier verra ses effectifs tomber de 350.000 membres à 150.000 en quelques semaines. Le KAPD, par contre, restait stable : de 38.000 militants en avril 1920, au moment de sa création, il passait même à 41.000 militants en septembre 1921, selon les chiffres donnés lors de son congrès extraordinaire (cf. infra). Il est certain que le KAPD restait pour beaucoup d'ouvriers le parti de Max Hölz, qui allait jouir en prison d'une immense popularité, directement proportionnelle à la démoralisation dans les rangs ouvriers. L'activisme individualiste de Hölz était lui-même le pendant de la passivité collective des masses ouvrières. La publicité donnée par le KAPD à la personne de Hölz, et qu'il recevait en retour, fut pourtant de courte durée : Hölz quitta le KAPD en novembre 1921 pour rejoindre immédiatement le VKPD (29).

Plus que les événements de Kronstadt, l'Action de Mars va accélérer la scission entre le KAPD, et toute la gauche communiste en Hollande, d'un côté, et le VKPD et l'I.C., de l'autre. Le KAPD ouvrit, en effet, une vive polémique - aidé par Gorter contre l'attitude du VKPD et de l'I.C. lors de l'action de mars 1921. Une brochure, partiellement rédigée par Gorter (30), fut éditée spécialement : " Le chemin du Dr Levi; le chemin du VKPD ". Levi, en effet, avait mis en cause dans une brochure " Contre le putschisme " - l'attitude de l'Exécutif de l'I.C. et celle de la direction du VKPD, pendant l'Action de mars. Celle-ci, selon lui, avait été " le plus grand putsch bakouniniste de l'histoire ". Le fait d'avoir critiqué son parti et l'I.C., et de sortir sa brochure sans en référer à ceux-ci, lui avait valu l'exclusion. Sa critique, pourtant, était largement partagée au sein du VKPD, par la droite autour de Zetkin, et finalement par Lénine dans l'I.C. Pour Gorter, comme pour le KAPD, la brochure de Levi était d'autant plus dangereuse que le fond, la critique du putschisme, était juste. Cette critique ne pouvait que ramener à la vieille tactique social-démocrate, pacifiste et parlementariste, en s'exerçant non seulement contre la direction du VKPD et de l'I.C. mais encore - ce qui était le vrai fond du problème - contre tout mouvement d'insurrection de la classe de type défensif et minoritaire. Levi abandonnait toute solidarité élémentaire avec les minorités révolutionnaires du prolétariat en proie à l'offensive du capitalisme. Son chemin ne pouvait être que celui-ci de la social-démocratie (31).

La brochure du KAPD et de Gorter n'était pas une autocritique de l'action du parti dans l'Action de mars. Celle-ci ne fut jamais véritablement exercée (32). Elle était une défense du mouvement minoritaire des ouvriers d'Allemagne centrale contraints à la défensive. Le KAPD montrait que ce mouvement était défensif et au-delà de toute tactique de l'offensive préconisée par l'I.C. et la direction du VKPD. L'appel commun à la grève des deux partis était " exclusivement un acte de défense et de solidarité face à une attaque contre-révolutionnaire " (op. cit., p. 5).

Gorter et le KAPD renvoyaient dos à dos la direction du VKPD et Levi. Celui-ci incarnait la " sottise du VKPD, la sottise du Comité exécutif de Moscou, la sottise de la IIIe Internationale de la façon la plus claire " (p. 13). Le putschisme du VKPD, souligne justement Gorter, ne pouvait être que le pendant de la politique parlementariste de Levi et de l'I.C. : " Les deux méthodes ne se contredisent pas; elles croissent fatalement

sur le sol de l'opportunisme. " (p. 11) (33)

La brochure du KAPD et de Gorter souffrait d'un certain nombre de faiblesses d'interprétation. Elle surestimait fortement la portée de l'Action de Mars et le cours historique. De façon contradictoire, elle proclamait, d'un côté, que l'Action de Mars avait été défensive, de l'autre côté, qu'elle était la " première attaque consciente des prolétaires révolutionnaires d'Allemagne contre le pouvoir d'État de la bourgeoisie " (p. 21). Alors que Rühle soulignait de façon clairvoyante (34) que " la révolution en Allemagne était perdue pour longtemps ", Gorter et le KAPD voyaient s'ouvrir un cours révolutionnaire : " Pour les ouvriers allemands le charme de la passivité est enfin brisé, lui qui si longtemps s'était abattu comme un sort sur la révolution allemande. " (idem, p. 22). Incantation naïve, alors que dans la même brochure il est constaté amèrement que " même les grandes masses d'Allemagne centrale restèrent neutres, si ce n'est hostiles vis-à-vis de l'avant-garde combattante " (id., p. 24) Finalement, l'action de Mars n'avait eu qu'un effet 'pédagogique' sur la conscience ouvrière : " La lutte ouverte contre l'État bourgeois-capitaliste dévoile à tous le vrai visage de la démocratie. " (idem, p. 25) Mais le prolétariat allemand avait-il attendu mars 1921, pour découvrir depuis janvier 1919 ce livrai visage de la démocratie "? A cette question, nulle réponse n'est donnée.

Gorter et le KAPD ne voient pas que le cours révolutionnaire en Allemagne et dans le monde est en train de s'inverser. Ils le constateront trop tard en 1923 (35). En 1921, ils misent sur la crise économique mondiale, alors que le capitalisme jusqu'en 1928 - commence à se stabiliser sous l'effet de la reconstruction, que l'Allemagne, il est vrai, ne connaîtra que de 1924 à 1928. La crise mondiale devrait quasi automatiquement se transformer en victoire révolutionnaire : " La crise mondiale (souligné par Gorter) - contenue pendant deux ans par la liquidation de la guerre - ne fait que commencer: elle sera terrible et peut nous donner et nous donnera (sic) notre victoire. " (idem, p. 19). Cette confusion entre crise historique du capitalisme (décadence) se déroulant sur toute une période et la crise ouverte explique l'aventure que fut finalement la constitution d'une KAI, comme moyen de forcer le cours réel de l'histoire.

Lors de son IIIe congrès, l'I.C., par la bouche de Trotsky (36), fut beaucoup plus lucide que Gorter, mais

avec la pensée de poursuivre la tactique des “ fronts uniques ” et du parlementarisme : “ La situation devient pour nous de plus en plus favorable mais aussi de plus en plus complexe. Nous n’obtiendrons pas la victoire automatiquement. Le sol est miné sous notre ennemi, mais l’ennemi est fort, il voit bien nos côtés faibles, il sait manœuvrer en se guidant par un calcul fait avec sang-froid. Plus le péril est grand, plus une classe, aussi bien que chaque individu, tend toutes ses forces vitales dans la lutte pour sa conservation. ” Et Trotsky concluait: “ En 1919 nous disions : ‘C’est une question de mois.’ Aujourd’hui, nous disons: ‘C’est peut-être une question d’années’. ” (37)

Dans les faits, le courant communiste de gauche hollandais et allemand se retrouvait complètement isolé dans l’I.C., avant même de faire entendre pour la dernière fois dans un congrès de l’Internationale sa voix. Peu de réactions s’étaient finalement fait jour dans l’Internationale contre la politique d’État russe et la tactique de l’I.C. Clara Zetkin, qui défendait le point de vue de Lévi, était soutenue par Lénine, avant le congrès. Mais pour les Hollandais comme pour les Allemands, il s’agissait de se battre jusqu’au bout pour sauver la Révolution russe et la Révolution mondiale en détachant la IIIe Internationale de l’emprise de l’État russe :

“ Par tous les moyens, nous devons faire en sorte, en acte, que la Russie demeure un pouvoir prolétarien. Mais le détachement politique et organisatif de la IIIe Internationale du système de la politique d’État russe est le but qu’on doit se fixer si nous voulons tenir compte des conditions de la Révolution ouest-européenne. La prochaine étape qui mène à ce but nous semble être l’édification d’une instance politique en Europe occidentale, qui - en contact plus étroit avec Moscou- permette d’obtenir une continuelle indépendance dans toutes les questions politiques et tactiques, dès qu’il s’agit de l’Europe occidentale. ” (KAZ, premier mai 1921)

Cette proposition, reprise en 1926 par Bordiga, laissait cependant de côté la question du contrôle de la politique d’État russe et du parti bolchevik par la IIIe Internationale. Elle apparaissait comme un vœu pieux, partagé aussi par Pannekoek. Selon lui, avec l’Action de Mars, “ la direction spirituelle de la Révolution ouest-européenne passait de la Russie à l’Europe occidentale elle-même ”. Pour les ouvriers d’Europe, le

prolétariat russe et “ d’abord ses chefs ” seront d’abord “ simplement un compagnon de lutte et un allié ”.
(38)

Bien que condamnés à l’isolement, et traités d’anarchistes ou de socialistes-révolutionnaires de gauche (39) par les chefs russes de l’I.C., il n’était encore nullement question de former de la part de la gauche communiste une Internationale et encore moins une ligue des mécontents. Le courant germano-hollandais rejetait toute alliance ou front avec les éléments anarchistes, même s’il était exclu de l’I.C. Dans une réponse à l’anarchiste Erich Mühsam, qui avait été un temps membre du VKPD pour en être finalement exclu et proposait de former un front de tous les exclus,. Pannekoek au nom de la Gauche donnait un non catégorique et sans appel. Même exclue au IIIe Congrès, la Gauche hollandaise et allemande resterait solidaire des bolcheviks

“ Vous voulez former une ligue de tous les groupes révolutionnaires exclus par Moscou. Nous n’en voulons pas parce qu’une telle ligue deviendrait d’elle-même l’ennemi déclaré de Moscou. Nous nous sentons, en dépit de l’exclusion de notre tendance par le congrès de Moscou, pleinement solidaires avec les bolcheviks russes... Nous restons solidaires non seulement du prolétariat russe mais aussi de ses chefs bolcheviks, bien que nous devons critiquer de la façon la plus vive leur conduite au sein du communisme international. ”
(*Die Aktion*, n° 11/12, 19 mars 1921)

La réponse de Pannekoek était prémonitoire : après Kronstadt et l’Action de Mars l’exclusion de la Gauche communiste de l’I.C., de façon définitive, était à l’ordre du jour. La première à l’endurer fut la Gauche hollandaise elle-même.

L'EXCLUSION DE LA GAUCHE COMMUNISTE

A) La gauche du Parti communiste hollandais

Les attaques contre l'opposition du CPN, après le ralliement de Wijnkoop aux thèses du IIe congrès de l'I.C., s'étaient faites plus violentes de la part de la direction 'wijnkoopienne'. L'opposition, bien que solidement organisée autour de son organe *De Rode Vaan*, restait isolée; elle ne disposait guère de plus d'un tiers de sympathisants dans le parti, mais jouissait d'un très grand écho chez les ouvriers du CPN. Les sections des villes industrielles d'Enschede et Zwolle lui étaient acquises. Des 'intellectuels' comme Pannekoek lui-même, et surtout Roland Holst - 'centriste' par vocation -, étaient très hésitants à mener le combat au côté de Luteraan et de Korper. Pannekoek était beaucoup plus à l'aise à s'engager de loin pour le KAPD contre l'opportunisme de l'I.C. qu'à combattre pratiquement ce même opportunisme dans son propre parti (40).

Pour l'opposition, après le IIe Congrès de l'I.C., il ne faisait pas de doute que Wijnkoop - qu'elle surnommait le "Levi hollandais" par des "méthodes totalement despotiques et personnelles" se préparait "à l'exclusion de tout courant d'opposition" (41). Elle ne pouvait en aucun cas compter sur l'appui du NAS syndicaliste anarchisant, qui marchait la main dans la main avec le CPN, Comme pour le KAPD, et Pannekoek, il était hors de question de former un front d'opposition avec les syndicalistes-révolutionnaires, qui critiquaient la politique de Moscou. De façon nette, *De Rode Vaan* mettait sur le même plan le NAS et Wijnkoop : "Sauf exceptions, les syndicalistes dans tous les pays adoptent comme principe un point de vue de trahison. Ils sont les adversaires ... du système des conseils, de la dictature; ils prêchent un pacifisme castrateur dans le domaine de la politique intérieure et extérieure." (42) Le travail en commun mené avec le syndicat social-démocrate de Troelstra, le NVV, l'annonce d'une fusion avec celui-ci, autant de raisons qui poussaient l'opposition à combattre le NAS.

Ce fut pourtant cette annonce d'une fusion entre le NAS et le NVV qui pendant quelque temps épargna l'opposition. Au congrès du CPN, tenu en octobre 1920, la direction du parti avait présenté une résolution préconisant, suite à la ligne prise par le IIe Congrès de l'I.C., la dissolution du NAS dans le NVV. Un tollé

général s'éleva non seulement dans le NAS mais dans le CPN. La grande majorité s'éleva contre la politique syndicale de Moscou, et contre Van Ravesteyn qui en était le plus chaud partisan. Wijnkoop fit semblant de vouloir appliquer les décisions du IIe congrès, mais en réalité appuya tous ceux qui, pour des raisons diverses, critiquaient la politique russe. C'est pourquoi il laissa publier - ce qui était inhabituel de sa part, étant donné le contrôle absolu et despotique qu'il exerçait sur *De Tribune* - un article de Luteraan contre la politique russe de l'I.C. Luteraan soulignait "l'erreur principale de la IIIe Internationale qui consiste à chercher à réduire tous les pays au dénominateur russe" (43.). Attaquée par la majorité comme par l'opposition, la résolution fut déclarée "prématurée" par le congrès et renvoyée "aux prochains congrès".

Cette utilisation tactique de l'opposition par Wijnkoop fut de courte durée. Quelques mois plus tard, il fit dissoudre en avril 1921 la section d'Enschede. Celle-ci avait rédigé une motion demandant que les deux courants du parti soient représentés au IIIe congrès de l'I.C., qui devait siéger en juin. L'Opposition ne faisait qu'exiger que soit appliquée les règles les plus élémentaires de la démocratie ouvrière. En dissolvant la section d'Enschede, pour la remplacer par une nouvelle, la direction de Wijnkoop 'résolvait' à sa manière la demande de la section. Cette affaire fut le début d'une véritable chasse aux sorcières contre tous ceux qui se solidarisaient avec la section dissoute d'Enschede. Luteraan fut exclu du CPN en mai 1921. Wijnkoop ne s'arrêta pas là. Il n'hésita pas à calomnier un militant d'Enschede, G.J. Geers (44), exclu avec les 40 membres de la section, celui-ci fut accusé d'être un espion allemand, alors qu'il se trouvait au même moment en Espagne. Son tort était d'être l'un des principaux rédacteurs de la "Roode Vaan". Tous ceux qui se solidarisaient avec Luteraan et Geers furent exclus : ce fut le tour, en juin, des militants de Zwolle. Il est à noter que toutes ces exclusions étaient statutairement irrégulières, puisqu'elles émanaient non pas d'un congrès du parti mais des instances du CPN. Toutes les demandes des exclus de lever la radiation au moins jusqu'au congrès du CPN, qui devait se tenir en novembre, furent rejetées. Le dernier acte de Wijnkoop contre l'opposition fut de vouloir reprendre la "Nieuwe Tijd", aux mains de l'opposition. Il n'y réussit pas, car la majorité de la rédaction qui détenait la vieille revue marxiste, s'y opposa, et refusa d'en donner la direction à Roland Holst, qui, coutumière du fait, sentimentalement appuyait l'opposition mais suivait par faiblesse la loi de la majorité (45). Le dernier numéro parut finalement en décembre 1921. Entre-

temps, Pannekoek avait quitté le CPN, en restant à la rédaction de “ *Nieuwe Tijd* ”, mais sans rejoindre le KAPN qui venait de se former.

L'opposition, après toute la vague d'exclusions - dont la dernière en date fut celle de la section de Deventer; par une ironie de l'histoire, Deventer, symbole glorieux du courant tribuniste, en était l'acte de décès - se réorganisait activement. Sur les 2 000 militants du CPN, environ 200 avaient été exclus. Ils formèrent le 4 septembre 1921 le Parti communiste ouvrier des Pays-Bas (KAPN), à Amersfoort. Celui-ci était présent dans 10 localités, dont Amsterdam et Rotterdam. Quant au CPN, que Roland Holst suivit dans la scission, il ne tarda pas à connaître d'autres scissions (46).

b) L'exclusion des Communistes de gauche bulgares de l'I.C. L'opposition s'était constituée, dès mai 1919, au sein du Parti communiste bulgare, qui à son congrès de fondation comptait 25.000 membres, dont à peine 2.200 ouvriers d'industrie. Elle défendait dès ce congrès une ligne communiste de gauche rejet du parlementarisme, rejet de toute alliance avec la paysannerie, dont le représentant politique était le parti paysan de Stambuliski, lequel était à la tête du gouvernement. (47). Cela valut à une partie de l'opposition d'être exclue. Celle-ci existait alors aussi bien dans le parti qu'en dehors. En septembre 1920, étaient fondés “ dans presque tous les centres industriels ” des groupes communistes de gauche qui se dotèrent, sous la direction du journaliste Ivan Gantchev, d'un journal “ *Iskra* ” (“L'Étincelle”) . Ces groupes éliront alors un Comité exécutif central provisoire (48). Leur lutte contre la politique de la centrale du PC bulgare s'exacerba, lorsque celui-ci, en novembre 1920 - appliquant la politique de l'I.C. de fusion avec la social-démocratie de gauche - fusionna avec la majorité de la social-démocratie. Cette fusion donnait un énorme parti de masse de 40.000 membres, chiffre considérable pour une classe ouvrière comptant 150.000 travailleurs. S'opposant à cette politique de fusion et à la direction du parti, une masse d'ouvriers furent exclus dans les villes industrielles (49). Au printemps 1921, l'opposition était passée de 1.000 à 2.000 membres, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti.

L'opposition ne souhaitait nullement quitter le parti et l'Internationale communiste. Elle voulait obtenir la réintégration des exclus. A ce titre, les “ groupes communistes de gauche du PCB ” envoyèrent des

délégués à Moscou pour obtenir un mandat leur permettant de participer, au moins avec voix consultative, au IIIe Congrès de l'I.C.

Dès mars 1921, les délégués bulgares séjournèrent à Moscou et à plusieurs reprises essayèrent - comme cela avait été accordé à l'opposition du VKPD - d'obtenir un mandat pour pouvoir participer pleinement au congrès de l'Internationale, à laquelle ils appartenaient (50). Cela leur fut refusé par Radek, pour qui il n'y avait pas de "question bulgare". Suite à cette fin de non-recevoir, les communistes de gauche prirent contact en juin ou juillet avec les délégués du KAPD à Moscou, et envoyèrent même des délégués à Berlin pour prendre contact avec la direction du KAPD et participer à son prochain congrès.

Exclus de fait de l'I.C., les Bulgares se trouvèrent contraints de se constituer en parti. Ce qu'ils firent bientôt, à la suite du congrès du KAPD. Du 7 au 10 janvier 1922, dans la ville industrielle de Slivno - un important centre textile - une conférence constituante forma le Parti communiste ouvrier de Bulgarie, dont le comité exécutif siégeait à Varna (51). Les statuts du parti imposaient que deux tiers du comité exécutif central soient des ouvriers, et que tous les trois mois celui-ci soit renouvelé, par peur du 'bureaucratisme' et des 'intellectuels'. Son organe était la *Rabotniceska Iskra* ("L'Étincelle ouvrière"), "rédigée par un prolétaire". Très ouvriériste, le parti, qui comprenait plus de 1 000 militants, était composé essentiellement d'ouvriers, qui avaient une solide méfiance pour les intellectuels du parti, du reste justifiée.

c) L'exclusion de la Gauche communiste allemande

Toutes ces exclusions s'étaient déroulées avec l'aval du Comité exécutif, y compris aux Pays-Bas, où Wijnkoop, pour justifier l'expulsion de l'opposition, s'était appuyé sur les délégués allemands du VKPD à l'Exécutif (52).

Le KAPD, qui était venu à Moscou, avec l'espoir de modifier la politique de l'I.C. et d'en devenir membre à part entière, par la levée des 21 conditions d'adhésion, dut vite déchanter. Les contacts qu'il prit avec les différents délégués prouvèrent qu'il n'y avait aucune possibilité de créer une opposition internationale dans l'I.C. Les contacts les plus fructueux furent ceux noués avec les Bulgares, l'opposition ouvrière (53) les

délégués du Mexique, du Luxembourg, de Belgique (Van Overstraeten), d'Angleterre et de Glasgow (54), ou encore avec les syndicalistes de la CNT espagnole et les IWW américains. Mais, sauf les Bulgares, ces derniers par peur de l'exclusion de l'Internationale refusèrent de former une opposition organisée. Les cinq délégués du KAPD (55) durent se rendre à l'évidence : ils étaient tragiquement seuls, mais resteraient jusqu'au bout dans le congrès. La différence était notable en regard de l'irresponsabilité de Rühle au IIe congrès : " ... Nous étions seuls. Nous dûmes alors abandonner notre tâche de fonder une opposition. Mais nous ne pouvions pas en conclure que la représentation du KAPD au congrès n'était pas justifiée et qu'il fallait se comporter un peu comme Rühle au IIe congrès. " (56).

Le KAPD s'efforça, avec un grand courage, de défendre ses positions dans le congrès, sur les questions à l'ordre du jour (crise économique et cours historique; syndicats; question russe; Action de Mars). Les interventions de ses délégués, limitées à 10 minutes seulement, furent accueillies par des rires, des interruptions, ou l'indifférence. Il y eut une manipulation de l'ordre du jour contre lui : ses thèses ne purent être discutées dans le congrès; il lui fut refusé, ce qui était une tradition dans le mouvement révolutionnaire, de présenter des co-rapports pour l'opposition. Enfin, un ultimatum lui fut adressé de fusionner dans les trois mois avec le VKP, sous peine d'exclusion. de l'I.C. Les délégués du KAPD rejetèrent l'ultimatum. Bien que le comité central de leur parti leur ait accordé " pleins pouvoirs " pour proclamer " la sortie immédiate de la IIIe Internationale ", les délégués se comportèrent de façon responsable : ils ne proclamèrent pas la sortie de l'Internationale, voulant que l'ensemble du parti se prononce en toute conscience, sans préjuger de sa décision (57).

" (La délégation) rejette unanimement l'ultimatum de fusion avec le VKPD. Nous ne proclamons pas la sortie du KAPD de la IIIe Internationale, malgré nos pleins pouvoirs. Nos camarades se prononceront eux-mêmes. Ils donneront leur réponse à l'exigence impudente d'emprunter la voie du réformisme, de l'opportunisme. Le prolétariat international entendra cette réponse. Nous avons pris notre décision; - pleinement conscients de sa gravité. Nous avons la claire conscience de notre responsabilité face aux ouvriers révolutionnaires allemands, face à la Russie soviétique, face à la révolution mondiale. La révolution ne se laissera pas lier

par une résolution de congrès; elle vivra; elle suivra son chemin. Nous marchons avec elle; nous suivrons notre voie à son service. ”

Comme courant révolutionnaire, le KAPD se trouvait devant un choix difficile et douloureux, d'autant plus qu'il influait sur l'ensemble du courant communiste international de gauche :

- soit il fusionnait avec le VKPD, en étant rapidement réduit à néant comme courant indépendant, sous l'effet des manœuvres de la direction de ce parti. La possibilité de former une fraction se montrait pratiquement impossible, comme le montrait l'exemple du PC hollandais;
- soit il se constituait, comme le feront plus tard les bordiguistes - en fraction externe de l'Internationale, avec la volonté de reconquérir l'I.C., et même le parti allemand VKPD, en attendant que d'autres fractions significatives se forment simultanément.
- Soit il s'affirmait comme la partie constitutive d'un courant communiste de gauche organisé, de façon internationale et centralisée, en attendant que les conditions soient posées pour la formation d'une nouvelle Internationale communiste;
- soit il proclamait, de façon totalement artificielle et sans tenir compte des facteurs subjectifs de sa formation, la naissance d'une IV^e Internationale.

La décision à prendre dépendait d'une analyse claire de la situation internationale et du cours historique, ainsi que d'une évaluation théoriquement fondée de la nature de la révolution russe et de l'Internationale communiste, En vue du congrès extraordinaire du KAPD qui devait se tenir dans les deux mois suivant le III^e Congrès de l'I.C., une clarification au sein du courant germano-hollandais s'imposait, sans précipitation.

Ce fut pourtant la voie de la précipitation qui fut empruntée par les instances du KAPD - très nettement influencé par Gorter dès la fin du mois de juillet 1921. En effet, le 31 juillet (58), malgré l'opposition des représentants de Hanovre et de la Saxe orientale, malgré l'abstention du plus gros district du parti - celui du

“ Grand-Berlin ” -, la direction du parti, influencée par Schröder, fit accepter une résolution proclamant la rupture avec la IIIe Internationale. Plus grave, que cette décision prise en dehors du cadre d'un congrès du parti, était la décision d'œuvrer à la “ construction d'une Internationale communiste ouvrière ”. La résolution se présentait comme un “ avis ” de la direction du KAPD :

“ Le comité central est d'avis que le déroulement du IIIe Congrès mondial dans son principe entraîne la rupture avec l'Internationale de Moscou.

“ Le comité central, vu les nécessités de la lutte de classe internationale, voit dans la construction d'une Internationale communiste ouvrière la tâche la plus urgente du prolétariat révolutionnaire mondial. Le comité central est aussi d'avis que les fondements, tactique et forme d'organisation, de cette KAI doivent être adaptés aux conditions de lutte de la révolution prolétarienne.

“ Le comité central déclare que notre politique vis-à-vis du gouvernement soviétique russe n'est pas déterminée par son attitude présente. Lorsque le gouvernement soviétique agit comme facteur de lutte de la révolution prolétarienne, le KAPD a le devoir de le soutenir par une active solidarité. Dès qu'il quitte ce terrain et se comporte en chargé d'affaire de la Révolution bourgeoise, il doit être fermement combattu par le KAPD. ” (*Kommunistische Arbeiter-Zeitung (KAZ)*, n° 219).

La question russe - révolution prolétarienne ou double révolution - était bien au cœur du débat dans le KAPD.

GORTER, LE KAPD ET LA FORMATION DE LA K.A.I.

Gorter et les Hollandais - sauf Pannekoek, qui pour des raisons peu claires (59), se retire de l'activité politique jusqu'en 1927 se montrèrent très actifs dans les débats du KAPD. Mais, contrairement aux années 19 et 20, cette activité se montra plutôt négative pour le KAPD, par la confusion qu'elle entraîna en partie en

son sein.

La question russe : capitalisme d'État, parti et Internationale

C'est tardivement que les théoriciens hollandais font une évaluation critique du cours suivi par la révolution russe. Jusqu'en 1920, leur position était que la Révolution russe s'orientait vers le communisme. Ils distinguaient soigneusement la politique du parti bolchevik dans l'Internationale de la politique économique suivie par celui-ci et l'État. Pannekoek affirmait - ce dont les bolcheviks n'avaient pas la prétention, vu le caractère transitoire de la nouvelle économie - que en Russie : "L'industrie, dans une très large mesure centralisée, ignore toute forme d'exploitation". Et il concluait que la Russie ne pouvait endurer la décadence du capitalisme; au contraire elle était "en train d'accéder à une civilisation nouvelle" qui ferait d'elle "le centre du nouvel ordre communiste mondial" (60). Si, cependant, Pannekoek soulignait le danger d'une "bureaucratie nouvelle", il ne la voyait pas porteuse de la contre-révolution. Le danger de contre-révolution venait essentiellement de l'extérieur : l'insertion de l'État soviétique dans un *modus vivendi* avec le capitalisme mondial, par le jeu de la diplomatie. De capitalisme d'État, il n'était point question. Pour Gorter et Pannekoek, la révolution russe était prolétarienne au même titre que le parti bolchevik.

Gorter, cependant, très tôt, dès 1918, pensait que le danger mortel pour la Révolution russe était incarné par la paysannerie. Dans une lettre à Pannekoek, il écrivait : "Le plus grand danger pour la Russie soviétique n'est pas la contre-révolution, et peut-être pas même l'Entente, mais les paysans." (61) Cette obsession de la paysannerie, comme seul facteur contre-révolutionnaire, on la retrouve en 1921, après l'écrasement de la révolte des ouvriers et marins de Kronstadt et avec la N.E.P., dans une brochure intitulée : "L'internationale de Moscou" (62), éditée par le KAPD. L'analyse de Gorter de la nature de l'état russe et de l'I.C. est purement phénoménologique. Selon lui, l'État russe serait devenu 'petit-bourgeois', tout comme d'ailleurs la IIIe Internationale. La révolution russe devenait une double révolution, "dans une petite part, prolétarienne-communiste; pour la plus grosse part, démocratique-paysanne Une telle analyse, pour le

moins hâtive, était aux antipodes du marxisme. La paysannerie, comme la petite-bourgeoise en général, ne constituent pas une véritable classe, mais un ensemble de couches hétérogènes, oscillant entre le prolétariat et la bourgeoisie. Si l'histoire est jalonnée d'innombrables révoltes paysannes, jamais n'en résulta une révolution paysanne édifiant son propre État. Le marxisme ne connaît que deux formes d'État, sous le capitalisme, l'État bourgeois et l'État en transition, sous le contrôle du prolétariat, avec l'anéantissement de l'État bourgeois par la prise du pouvoir prolétarien. La révolution prolétarienne peut dégénérer, jusqu'à disparaître, mais en aucun cas elle ne peut se transformer en une Révolution bourgeoise. Tous les marxistes de l'époque, Gorter et Pannekoek, avaient d'ailleurs souligné, avec Rosa Luxemburg, que l'ère des révolutions bourgeoises était close. Mais en aucun cas, ils n'envisageaient la possibilité d'une révolution "petite-bourgeoise". Quant au caractère petit-bourgeois de l'I.C., il apparaissait difficilement imaginable que la petite-bourgeoise, ensemble de couches rattachées à leur nation propre, puisse se doter d'une internationale. Il est vrai que l'I.C. pouvait donner crédit à cette idée, "nouvelle" dans le camp révolutionnaire, en formant par la suite une Internationale "paysanne" ... (63).

Une discussion plus sérieuse se développa dans le parti, en vue du congrès extraordinaire du KAPD, sur la question russe. Il en sortit une brochure, rédigée par un membre du comité central, Adolf Dethmann (64), responsable de l'École scientifique du parti, et lié à la fraction de Schröder et Gorter : "Le gouvernement soviétique et la 3. Internationale, à la remorque de la bourgeoisie internationale". La brochure, imprimée en août - ce qui laissait peu de temps pour en discuter sérieusement avant le congrès de septembre - fut traduite en hollandais par Gorter. Elle servait de base de référence à tout le courant communiste de gauche, des Hollandais aux Bulgares. Gorter en reprit largement les thèses par la suite, pour en faire les bases constitutives de la KAI (65).

Pour expliquer le cours contre-révolutionnaire suivi par l'État, et appliqué par le parti bolchevik, la brochure du KAPD définissait la révolution russe comme une révolution double : à la fois révolution bourgeoise et révolution prolétarienne. Cette théorie, largement reprise et développée par le courant de Bordiga après 1945 (66), pouvait se fonder sur des textes de Lénine et de bolcheviks, qui implicitement affirmaient un

caractère double de la révolution : “ démocratique bourgeois ” et “ prolétarien ” (67). La révolution était double, parce que d’un côté elle supprimait le féodalisme pour introduire le capitalisme à la campagne; de l’autre, dans les villes le prolétariat supprimait le capitalisme

“ Dans les grandes villes, on passait du capitalisme au socialisme, en rase campagne du féodalisme au capitalisme. Dans les grandes villes s’accomplissait la révolution prolétarienne; à la campagne, la révolution bourgeoise. ” (op. cit., p. 7)

La Révolution russe était donc, selon le KAPD, un “ compromis entre deux révolutions ” (P. 17). Les “ serfs ” de la campagne s’allièrent contre la “ noblesse féodale ” avec le prolétariat. Et ces mêmes “ serfs ” en occupant les terres constituaient la “classe bourgeoise”. Cette conception était en dehors de la réalité historique, le servage ayant été aboli depuis la fin du XIXe siècle et la campagne largement pénétrée par le capitalisme depuis Stolypine. D’autre part, l’immense majorité de la paysannerie, trop arriérée économiquement, ne pouvait guère être considérée comme une bourgeoisie. Le KAPD cherchait la bourgeoisie, là où elle ne se trouvait pas. La bureaucratie était analysée par sa composition sociale et non par sa fonction dans les rapports de production ; le bureaucratisme était l’expression de la petite-bourgeoise sur la base d’une économie de pénurie et non d’une fonction bourgeoise.

A la différence du communisme des conseils des années 30, le KAPD et Gorter ne soutenaient nullement que la Révolution russe n’aurait été qu’une révolution bourgeoise. Celle-ci ne pouvait être qu’une régression, une involution; la phase de la révolution prolétarienne était à l’ordre du jour en Russie, mais avait été liquidée au profit de l’État bourgeois, correspondant à la phase inférieure de la révolution bourgeoise (68) :

“ La Russie soviétique prolétarienne de l’Octobre rouge commence à se transformer en État bourgeois. ” (op. cit., p. 15) “ Le prolétariat russe s’est dessaisi de son État... ” (p. 22)

La conséquence était que la Russie soviétique “ devenait un point d’appui de la contre-révolution internationale ” (op. cit., p. 22). Cette position remettait en question la défense de la Russie soviétique.

Cette défense était “ à considérer cas par cas ” son gouvernement devait être soutenu par le prolétariat mondial, à condition que “ il combatte avec le prolétariat industriel russe l'ennemi réactionnaire commun : la noblesse féodale ”; il devait être combattu dès qu'il représentait les intérêts de la bourgeoisie et de la paysannerie contre le prolétariat russe (p. 25).

Malgré la contre-révolution, le KAPD affirmait avec force que les leçons de la révolution prolétarienne russe demeuraient valables mondialement; elles seraient de nouveau appliquées dans la future révolution russe, libérée du capitalisme :

“ Le prolétariat révolutionnaire du monde entier doit infiniment au prolétariat russe. Le prolétariat russe lui a montré les voies et méthodes (grève de masse et insurrection) qui débouchent sur le pouvoir politique; en même temps, il lui a montré la forme de l'État prolétarien : les conseils ouvriers. Voilà la grande action, voilà le succès incommensurable de la révolution russe! ” (op. cit., p. 28) (69)

Le deuxième point abordé par la brochure de Dethmann était celui de l'attitude que le KAPD devait avoir à l'égard du parti communiste russe, Celle-ci restait incertaine. D'un côté, de façon implicite, le parti bolchevik, bien qu'en dégénérescence, était considéré comme capable de produire des fractions prolétariennes : le KAPD comptait beaucoup sur l'opposition ouvrière, pour que naisse par la scission un second parti prolétarien. De l'autre côté, le parti russe apparaissait comme ayant définitivement passé dans le camp bourgeois. Mais de façon étrange et ici se faisait sentir toute l'influence de Gorter - Lénine apparaissait au KAPD comme “ le représentant des paysans russes, autrement dit de la bourgeoisie internationale ” (p. 29).

La même incompréhension du processus graduel de dégénérescence se trouvait dans l'analyse de la III^e Internationale. Sa mort définitive était proclamée, par sa soumission totale à l'état bourgeois russe

“ La troisième Internationale est perdue pour la révolution mondiale prolétarienne. Elle se trouve comme la deuxième Internationale aux mains de la bourgeoisie. Toute la différence entre les deux consiste seulement en ceci : la deuxième Internationale dans ses partis nationaux particuliers dépend des États bourgeois particuliers; par contre, la troisième Internationale dans sa totalité dépend d'un seul État bourgeois. ” (op.

cit., p. 30) (Souligné par Dethmann.)

Le plus grave était que le KAPD considérait toutes les sections de l'I.C. comme perdues. Cela impliquait qu'il ne pouvait naître de fractions révolutionnaires en son sein; comme au sein de ses sections nationales. Si les "sections particulières" de l'I.C. n'étaient que "des troupes auxiliaires politiques dans la main du gouvernement bourgeois soviétique" (p. 32), alors tombait toute la politique du KAPD de former Des groupes d'opposition. En contradiction avec la réalité, Les partis belge, mexicain, italien apparaissaient comme des troupes auxiliaires " au service de la reconstruction du capital russe. Il s'agissait en fait de justifier théoriquement la construction volontariste d'une IVe Internationale.

Le congrès extraordinaire du KAPD (11-14 septembre 1921) et la question de la formation d'une KAI

Le congrès du KAPD, à l'unanimité - y compris les délégués du 'Grand-Berlin' opposés à la direction du parti - rejeta l'ultimatum du IIIe Congrès et proclama la sortie immédiate de l'I.C. comme parti sympathisant. Il approuva l'attitude de ses délégués et décida d'adresser un Manifeste aux prolétaires du monde entier. Il approuva enfin le principe d'une solidarité conditionnelle avec l'État russe (79).

Mais la question de la fondation rapide d'une Internationale communiste ouvrière était posée, sans être résolue. Depuis juillet, Gorter se trouvait à Berlin, où il séjourna au moins jusqu'au congrès, pour peser de toutes ses forces dans la balance. Il (71) essaya de lever l'opposition de Berlin et de vaincre les hésitations de Schröder qui était pessimiste (72). Le 16 août, Gorter parla énergiquement pour la formation d'une nouvelle Internationale communiste, lors d'une session du comité central élargi du KAPD. Berlin se prononça résolument contre, tandis que les autres districts restaient hésitants, considérant cette fondation comme "souhaitable" (73). Pour Berlin, il ne s'agissait pas d'en nier la nécessité mais d'attendre le moment où la KAI surgirait "d'en bas"; en aucun cas un tel organisme ne pouvait "être imposé par en haut".

Le congrès extraordinaire ne permit pas de faire toute la clarté dans le parti. Gorter, le premier, venu en

force avec 3 autres délégués hollandais (74). Ne déclarait-il pas dans sa longue intervention (75), simultanément que “ la situation (était) encore justement aussi révolutionnaire qu’il y a quelques années ”; et, d’autre part, que le combat pour la KAI était “ infiniment difficile ”. Si on ne pouvait que “ tenter à nouveau d’aller à contre-courant ”, quel crédit porter à une KAI fondée dans un cours contre-révolutionnaire? Quel crédit donner au rapporteur Dethmann, qui affirmait que la KAI se constituerait dans les pays liés à l’État bourgeois allemand ? Les délégués de l’Opposition étaient loin d’apporter une vision limpide. Les uns, soutenaient que des KAP ne pouvaient se constituer dans des pays sous-développés, où le parlementarisme correspondant à la phase de la révolution bourgeoise, pouvait être utilisé. D’autres affirmaient que la condition pour la formation d’une KAI était que le gouvernement russe se retire du pouvoir d’État (76). Une minorité pensait qu’une opposition avec les syndicalistes révolutionnaires était possible. Beaucoup plus clair était le représentant de Berlin, Adam Scharrer (77) soutenu par Jan Appel, minoritaire dans le comité central sagement, il mit en avant la nécessité de laisser mûrir les choses; de ne pas fonder d’Internationale avant que des groupes de gauche aient quitté l’I.C.; de ne pas proclamer artificiellement une nouvelle internationale à partir du KAPD.

Cependant, malgré l’opposition de Berlin et de Bremerhaven, les délégués du congrès décidèrent - particulièrement ceux de Rhénanie - Westphalie - d’approuver le principe de la fondation de la KAI. La proposition de Schröder, Dethmann et Goldstein de créer un Bureau d’information et d’organisation international fut acceptée, par la majorité. Un tel Bureau n’aurait pu servir que de coordination entre différents groupes d’opposition. La direction de Schröder, qui suivait totalement Gorter dans l’aventure, outrepassa son mandat, Elle agit comme si la KAI avait été fondée : “ Proletarier ”, revue théorique du KAPD, devint revue de la KAI.

Le plus étonnant était que la KAI était proclamée dans les faits avant d’avoir été officiellement fondée. Certes le groupe de Sylvia Pankhurst - exclu en septembre 1921 du CPGB - avait annoncé l’entrée de ses 500 militants dans la KAI le 8 octobre. Avec les Bulgares, le groupe de Pankhurst constituait le gros d’une armée internationale, lilliputienne. Deux cents militants “ Yougoslavie (78) appuyaient en Hollande, plus un

petit noyau les “ grosses ” sections de la KAI. Les groupes d'opposition annoncés en Belgique, Italie, France, Autriche, USA, prêts à rejoindre la KAI, n'avaient guère d'existence réelle.

La négation des luttes économiques

Le clivage était tel entre le district de Berlin et la fraction de Schröder qui contrôlait la comité exécutif du parti et le Bureau international que la scission entre le “ sommet ” et la “ base ” du KAPD planait comme une menace. La scission ne se réalisa pas, néanmoins, sur le problème de la fondation de la KAI. Elle fut entraînée par les divergences concernant l'intervention dans les luttes économiques immédiates, mais aussi par les manœuvres bureaucratiques du groupe de Schröder.

Au début de l'année 1922, en janvier, le triumvirat théorique de la KAI - Schröder, Goldstein et Dethmann - fit paraître dans le *Kampfruf*, organe de l'AAU à Berlin, une série d'articles (79) sur le rôle des Unionen (AAU) dans la lutte de classe. Il était soutenu qu'à l'époque de la “ crise mortelle du capitalisme ”, les luttes salariales étaient “ opportunistes ” et n'avaient plus aucun sens. Les ouvriers organisés dans l'AAU devaient se battre collectivement pour la révolution; les luttes revendicatives devenaient une “ affaire privée ” de chaque individu ouvrier :

“ Le réformisme est la lutte à l'intérieur du capitalisme pour de meilleures conditions de salaire et de travail; en d'autres termes la lutte pour une portion plus grande de la propriété privée. Le prolétaire mène la lutte comme individu particulier en concurrence avec les autres individus dans son intérêt en tant qu'individu. Les syndicats représentent les intérêts de l'ouvrier particulier au sein du capitalisme.

“ L'AAU organise la classe prolétarienne dans un but exclusif: la disparition directe du capitalisme comme système ; elle n'a nullement à prendre en compte et à représenter les intérêts personnels de l'ouvrier individuel au sein du capitalisme... Lorsqu'un unioniste est embauché dans une entreprise capitaliste, il passe un contrat privé - en tant qu'ouvrier individuel - avec le chef d'entreprise. Se trouve-t-il dans

l'entreprise avec un salaire insuffisant pour le maintien de sa simple existence, matérielle, alors il va de nouveau voir son employeur, comme individu ouvrier, en exigeant un changement de son contrat privé sous forme d'amélioration de ses conditions de salaire et de travail ... Si l'employeur ne l'accorde pas, alors l'unioniste, en tant qu'individu ouvrier, dans l'entreprise, a à sa disposition une série de moyens pour imposer ses revendications, par exemple la grève et la résistance passive. " (80)

Cette conception, étrangère au marxisme, n'était pas nouvelle. Elle s'apparentait aussi bien au proudhonisme, qui niait la nécessité des luttes économiques salariales, qu'à l'anarchisme individualité, préconisant la grève et la résistance individuelles contre l'exploitation capitaliste. La tendance Schröder, Dethmann, Goldstein - avec l'appui quelque peu partagé des Hollandais et de Gorter (81) - cédait en fait à l'impatience. Elle justifiait théoriquement l'existence de la KAI, en prétendant que seules étaient à l'ordre du jour les luttes révolutionnaires pour la conquête du pouvoir. Comme souvent dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, cette impatience se développait dans un cours de reflux de la lutte de classe et s'appuyait sur des éléments intellectuels qui avaient tendance à sous-estimer, sinon à mépriser, la réalité très matérielle de la lutte quotidienne revendicative. Ces éléments considéraient alors, pleins de 'déception' pour des ouvriers qu'ils avaient idéalisé quand la lutte de classe révolutionnaire était visible, que ces ouvriers étaient 'égoïstes' en luttant pour leurs revendications matérielles. Ils ne pouvaient que 'revendiquer' une " part plus grande de la propriété privée ". Ils constituaient en quelque sorte une " classe pour le capital " (82), s'ils s'abaissaient aux luttes pour le salaire, définies comme 'opportunistes' et 'réformistes'.

Le rejet des luttes économiques et la théorie de l' " ouvrier individuel " par la fraction du KAPD qui en avait la direction effective avaient des conséquences dommageables, et même destructrices pour la vie du parti et la révolution :

- la séparation entre luttes économiques et luttes révolutionnaires condamnait le KAPD à n'exister comme parti qu'en période de lutte révolutionnaire ouverte. En période de reflux, il n'avait plus qu'une fonction de propagande et se transformait en simple cercle n'intervenant pas dans la lutte de classe comme organisation, essayant de donner une direction à cette lutte. L'AAU, de même, n'avait plus qu'une fonction

de propagande pour la révolution, puisque - selon la conception de la future tendance d'Essen les unionistes n'intervenaient qu'individuellement dans la lutte économique. Il en résultait que l'AAU n'était rien d'autre qu'un second parti, et tant que tel inutile. Là était toute l'ambiguïté de l'existence d'Unionen qui étaient à la fois organisation politique et organisation de luttes économiques (83)

- Si une politique de 'neutralité' vis-à-vis de la lutte revendicative était suivie par le KAPD et l'AAU, ceux-ci risquaient de jouer objectivement les 'briseurs de grève'. La 'neutralité' face à l'éclatement de grèves revendicatives devenait une 'neutralité' face à l'ennemi de classe (84). Si enfin les ouvriers s'avisait de suivre les avis de la tendance Schröder de désertir les luttes revendicatives, ce serait à coup sûr la défaite la plus certaine pour la classe ouvrière et le triomphe de la contre-révolution. Le comité principal de gestion (*Geschäftsführender Hauptausschuss*, ou GHA), dirigé par l'opposition de Berlin, le soulignait énergiquement : " Des ouvriers qui sont incapables de mener de telles luttes et dans les conflits avec le capital cèdent à la couardise ne sont justement pas capables de mener la lutte pour le pouvoir. " (85)

- enfin, de façon indirecte, la tendance de Schröder adoptait une attitude ambiguë sur la nature des syndicats, dénoncés par la Gauche communiste comme contre-révolutionnaires. Si les syndicats étaient capables de " représenter les intérêts de l'ouvrier particulier, ils conservaient une nature prolétarienne. Cela était en contradiction avec la théorie du KAPD et des Hollandais qui avaient justifié la lutte contre les syndicats par le fait même qu'à l'époque de déclin du capitalisme, depuis 1914, la forme syndicale ne défendait plus les intérêts économiques élémentaires des ouvriers. Cette inquiétude du GHA et du district de Berlin de voir un retour par la fenêtre des conceptions social-démocrates chassées par la porte n'était pas sans fondement. Bien des chefs de la future tendance d'Essen n'allaient pas tarder à rejoindre le SPD ou le KPD.

LA SCISSION DU KAPD ET SES CONSEQUENCES INTERNATIONALES

La scission de mars 1922

En quelques mois, le district de Berlin et le GHA avaient réussi à gagner la majorité du parti. Bien des militants avaient été plus sensibles aux inquiétantes conséquences de la théorie de 'l'ouvrier individuel' qu'au projet de former la KAI. La politique du groupe de Schröder avait été désastreuse pour le KAPD. celui-ci en quelques mois était passé d'environ 40.000 membres à moins de 5.000 (86). Beaucoup d'ouvriers avaient quitté le parti, soit pour se retirer de l'activité politique, soit pour retourner au KPD, soit pour agir uniquement dans le cadre de l'AAU, soit, surtout, pour adhérer à la récente Union rivale, influencée par Rühle, l'AAU-Einheit (unitaire) (86 bis).

Mais si la tendance de Schröder se trouvait minoritaire, elle disposait de la majorité dans l'instance suprême du KAPD : le comité central (*Zentralausschuss*, composé des représentants des différents districts économiques (régions) du parti. Par une clause aberrante des statuts, chaque district, quelle que soit sa taille, disposait d'un mandat. Les petites sections, nombreuses, étaient ainsi sur-représentées dans le comité central. Berlin, où militait presque la moitié des membres du KAPD, ne disposait ainsi que d'un mandat, sur les 12 - il y avait 12 districts, Le comité central plus le GHA (9 membres) formaient le comité central élargi, instance suprême du KAPD (87). Le groupe de Schröder, qui le dirigeait en même temps que le Bureau international, était assuré de conserver une majorité, en s'appuyant sur les petites sections qu'il avait su habilement manipuler. - C'est pourquoi, d'entrée de jeu, lorsque se réunit le 5 mars le comité central élargi, Berlin et le GHA proposèrent de changer le mode de représentation : 1 mandat pour 100 membres du KAPD, au lieu de 1 pour chaque district. Cette proposition fut rejetée par 7 voix contre 5. avaient voté les districts; le GHA s'était abstenu pour ne pas violer "les principes d'une démocratie prolétarienne en utilisant le même mode de vote pour le changer (88). Le résultat fut l'obtention d'une majorité artificielle pour la direction Schröder. Celle-ci put, par le simple jeu du vote majoritaire, obtenir la tenue d'une conférence en avril 1922 pour la fondation immédiate de la KAI : 14 pour et 5 contre, sans que préliminairement soit convoqué un congrès du parti. Enfin, extrêmement grave était le rejet des luttes salariales comme " contre-révolutionnaires " par le C.C. élargi,

Devant cette situation, le district de Berlin déposa la Centrale de Berlin et exclut Schröder, Goldstein, Reichenbach, Emil Sach, Gottberg et Dethmann. Karl Schröder et ses partisans constituèrent aussitôt un nouveau GHA qui s'installa à Essen, en Rhénanie (89). Celui-ci décréta que le district de Berlin était " exclu du parti ", pour " réformisme ". Une petite minorité de 450 personnes se permettait d'exclure 1.000 membres du KAPD. La scission était consommée entre la tendance de Berlin, qui avait 2.000 militants sur toute l'Allemagne, et la tendance d'Essen très minoritaire, mais forte surtout en Rhénanie et en Allemagne centrale. Des 12.000 membres de l'AAU, seuls 600 se rallièrent à la tendance d'Essen. La scission était catastrophique pour le KAPD : le nombre de ses militants avait encore chuté. Mais le pire se trouvait dans l'existence, côte à côte, de deux KAPD, avec deux journaux portant le même titre; de deux AAU, diffusant le " Kampftruf ". C'était introduire des mœurs politiques qui par la suite firent fortune dans le courant bordiguiste (90).

Du 2 au 6 avril 1922, la tendance d'Essen fondait, au cours d'une conférence constitutive, la KAI. Comme groupe 'étranger', seul y participait le KAP des Pays-Bas. La KAI se présentait comme une organisation centralisée. organisationnellement, elle se calquait sur l'I.C. Son exécutif se composait d'un Bureau étroit, qui faisait office de secrétariat international responsable devant le congrès international, et d'un Bureau élargi, composé des représentants des sections nationales, désignés et révoqués éventuellement par celles-ci (91). Le souci de ne pas placer la KAI sous la coupe de la tendance d'Essen se concrétisait par la décision de déterminer à chaque congrès international le siège de l'Exécutif (92). Sensible aux critiques de Berlin, la tendance d'Essen décidait que le nombre de mandats détenus par les différents " partis " constitutifs de la KAI était déterminé par le Congrès international. Un congrès extraordinaire devait être exigé par la moitié des sections nationales. Ces dispositions statutaires étaient valables si réellement la KAI formait une véritable Internationale avec de vrais partis nationaux. Ce qui était loin d'être le cas. La KAI était en fait un Bureau provisoire avec quelques groupes nationaux (93).

Gorter et le courant d'Essen

La KAI trouvait en Gorter son seul et véritable théoricien. Schröder et ses amis étaient loin d'avoir l'envergure de Gorter (94). Ce dernier donna le programme de la tendance d'Essen, sous forme de brochure, en 1923 : " L'internationale communiste ouvrière " (95). La brochure synthétise, de façon souvent confuse, le programme de la KAI. Gorter, bien que reprenant la théorie de la " révolution double ", part clairement de l'expérience russe. A la différence des conseillistes, il souligne avec force le rôle révolutionnaire des bolcheviks en 1917, " en tant qu'organisation la plus consciente et la plus décidée ". La critique qui peut leur être portée doit se faire d'un point de vue de classe, et non d'un point de vue menchevik : " Nous sommes les adversaires les plus acharnés - et les KAP de tous les pays l'ont toujours été - de la conception des mencheviks, des kautskistes, des indépendants, des pacifistes, etc., selon laquelle les Russes auraient dû s'arrêter à la révolution bourgeoise. " (p. 34, souligné par Gorter)

Cependant, tout en dénonçant avec raison la dictature du parti bolchevik, qu'il assimile cependant faussement à un parti d'une révolution bourgeoise, Gorter fait un bilan de la révolution russe sujet à caution. Selon lui, les bolcheviks auraient dû empêcher la formation de soviets paysans, refuser et le partage des terres et l'enrôlement des paysans dans l'Armée rouge. Défendant à nouveau sa position sur Brest Litovsk, il considère que celle-ci était " capitaliste-démocratique ". Il prétend, enfin de façon contradictoire que la Révolution russe a établi des mesures " prolétariennes-communistes " - comme la, formation des conseils, l'enrôlement des ouvriers dans l'Armée rouge - mais " qu'aucune dictature de classe n'était possible (en Russie) pour la bonne raison que le prolétariat était trop faible et la paysannerie trop puissante "

Quant à la IIIe Internationale, Gorter ne la définit pas, à la façon de Rühle et des conseillistes, comme une création machiavélique " de l'Etat russe. " Prolétariens communistes furent les appels de la Russie et de la Troisième Internationale à la révolution, à la guerre civile, à la formation de conseils d'ouvriers et soldats et d'une Armée rouge. " (p.45).

Le véritable apport de Gorter, au terme de toute son évolution depuis sa " Réponse au camarade Lénine ",

est de montrer que même dans les pays arriérés la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour. Rejetant nettement les mots d'ordre de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" et de "libération nationale", Gorter souligne que "la tactique des communistes n'est plus la même qu'autrefois, au moment où fut écrit le Manifeste communiste." (p. 48). En Asie, particulièrement, une véritable Internationale doit appeler le prolétariat à "se séparer aussitôt de tous les partis bourgeois et prendre une position complètement indépendante". Même si Gorter ne rejette pas totalement la possibilité de révolutions bourgeoises à l'époque de la "crise mortelle du capitalisme", il refuse de considérer qu'une révolution prolétarienne puisse surgir d'une "révolution bourgeoise". Les ouvriers d'Asie ne peuvent compter que sur leurs propres forces et ne s'allier qu'avec le prolétariat des pays industrialisés. Le rôle d'une Internationale est d'appliquer les mêmes principes et la même tactique dans tous les pays du monde. Contrairement à la tendance de Berlin, qui considérait la formation de KAP comme impossible dans les pays sous-développés, et contrairement à celle d'Essen, qui n'en voyait la possibilité que dans les pays liés à l'Allemagne, Gorter affirme fortement que des partis révolutionnaires doivent surgir dans tous les pays du monde, avec les mêmes principes communistes : " (La KAI) veut transformer au travers de ces nouvelles organisations tous les prolétaires d'Europe, d'Amérique, d'Asie, d'Afrique et d'Australie en communistes conscients. " (p. 56)

Cependant le programme de la KAI, établi par Gorter, souffrait d'un énorme pessimisme, qui rendait encore plus douteuse l'existence d'une nouvelle Internationale. Gorter considérait que l'immense majorité des ouvriers du monde entier était ennemie de la révolution :

" Les ouvriers européens guidés par la troisième internationale ne sont pas les seuls à faire partie des ennemis de la révolution mondiale; il en est de même maintenant pour les ouvriers d'Asie... On peut tranquillement affirmer que le prolétariat mondial dans son ensemble est jusqu'à maintenant hostile au communisme, Plus encore, toutes les classes de tous les États capitalistes sont les ennemis de la révolution. " (p. 47 et 50),

C'était affirmer que la bataille était perdue, avant même de l'avoir livrée jusqu'au bout. D'autre part, si les vrais communistes n'étaient que minorité, la révolution mondiale était perdue et une Internationale, en

période contre-révolutionnaire, était un non-sens. Le volontarisme de Gorter était pur pessimisme.

Comment croire alors que Gorter et la tendance d'Essen attendaient avec certitude “ une rapide renaissance de la révolution ”, particulièrement en Allemagne? Il était difficile d'accorder un crédit théorique à Gorter qui affirmait, au prix de la contradiction la plus éclatante, que la KAI était simultanément un petit noyau, à l'image du KAPD, et qu'elle regrouperait des centaines de milliers d'ouvriers, les *Unionen* en rassemblant des millions! 96)

Dans les faits, Gorter ne tarda pas à se détacher de la tendance d'Essen, pour se situer 'hors fractions'. Dans une de ses dernières brochures, parue en 1923, bien que cautionnant théoriquement cette tendance, il affirma sa volonté de travailler à la réunification des deux KAPD ennemis. Mais c'était pour l'envisager “ dès que surgiraient les combats révolutionnaires ”! (97)

La décomposition du courant d'Essen

La scission du KAPD en mars 1922 eut des effets désastreux au sein même des groupes constituant la KAI, qui endurèrent la scission ou disparurent aussi rapidement qu'ils avaient surgi.

- Dans le KAP bulgare, le plus fort numériquement de la KAI, la lutte devint sans merci entre une tendance de Sofia, rattachée à Essen, et une tendance de Varna, plus ouvriériste, proche de Berlin dans la question des luttes économiques. Au départ, le KAP bulgare avait été très réticent vis-à-vis de la KAI l'organisation de Sofia, par une lettre du 25 janvier 1922 (98), avait refusé d'envoyer un délégué au futur et éventuel congrès de la KAI. Par la suite, il semble que le KAPB - contrairement aux affirmations de Berlin, selon lesquelles, comme en Allemagne, il y aurait 2 KAPB avec 2 *Rabotchnik Iskra* - ne se soit pas scindé en deux partis, mais en deux groupes coexistant au sein du même parti (99). Les deux groupes se sont rattachés en fait à la KAI, mais au sein de la tendance de Varna existait une forte minorité en contact avec le KAPD de Berlin (100), de la même façon qu'aux Pays-Bas (cf. infra). Il en ressortait une grande confusion au sein du

KAPB, où la scission occasionnée par la fondation de la KAI avait favorisé encore plus la maladie localiste et les antagonismes personnels. Sorti indemne des affrontements sanglants de septembre 1923, le KAPB ne semble pas avoir survécu à la terrible répression qui suivit l'action terroriste menée par le PC bulgare en avril 1925 (101).

- Le “ Communist Workers Party ” de Pankhurst, constitué de sections expulsées du PC britannique, et rattaché à la KAI, tenta d'imiter le KAPD, en constituant des “ Unions ” (“ All Workers union ”) artificiellement. Le CWP semble avoir eu des contacts avec l'Inde et l'Afrique du Sud. C'est du moins ce qu'annonça la KAI à Berlin. Mais la faiblesse théorique de cette organisation et son localisme, teinté d'anarchisme, en eurent raison en 1924. Il ne subsista plus que le groupe “ *The Commune* ” de Glasgow (animé par Guy Aldred), situé entre Bakounine et “ communisme de conseils ”.

- En Russie, l'existence d'un KAP russe, annonce avec beaucoup de publicité par la tendance d'Essen, apparut comme un bluff. Il s'agissait de deux Russes, qui vivaient à Berlin et traduisaient les documents de la KAI (102). Le KAPD de Berlin notait avec ironie que la KAI avait une forte propension à construire des villages de Potemkin (103). Plus réel était le Groupe ouvrier de Gabriel Miasnikov, constitué en février 1923. Rigoureusement clandestin, il se considérait néanmoins comme une fraction externe du Parti bolchevik “ afin d'exercer une pression décisive sur le groupe dirigeant du parti lui-même ” (104). Rattaché à la KAI, il ne tarda pas à disparaître sous les coups de la Tcheka.

- En Autriche, la proclamation d'un KAP en 1924 était un autre village de Potemkin”. Ce “ parti ”, dont le journal était tiré à Berlin, ne comptait pas plus de militants que les doigts d'une main! (105) Il disparut très rapidement.

- En Allemagne même, la tendance d'Essen fut atteinte par le virus de la scission. Ses principaux chefs théoriques la quittèrent : en 1922, Goldstein puis en 1924 Karl Schröder adhérèrent au SPD; ils formèrent un groupe d'opposition avec leur ennemi d'hier, Paul Levi.(106). Quant à Dethmann, il rejoignit en 1925 le KPD. L'exécutif de la KAI se trouva alors considérablement affaibli, pour connaître finalement en son sein des

conflits qui se traduisirent par des exclusions. Les scissions les plus décisives se produisirent à partir de 192 : cette année-ci, les sections d'Allemagne centrale quittèrent la KAI pour former un groupe local, le "Kommunistischer Rätebund" (Union communiste des conseils), anti-intellectuels et ouvriériste. En proclamant la nécessité de "liquider" les KAP et en niant les luttes salariales, pour une hypothétique "Union des organisations d'entreprise révolutionnaires", ce groupe montrait de nettes tendances conseillistes. En 1929, le "Kommunistischer Rätebund" subsistait comme une petite secte locale, à Leipzig. Enfin, en 1925, Emil Sach, un ouvrier très actif et l'un des rares théoriciens qui restaient dans le courant d'Essen, fit à son tour sécession : sa revue, *Vulcan*, à Berlin, se présenta tranquillement comme l'organe de la KAI. Il y eut ainsi deux KAI à Berlin, l'une éditant la KAZ du courant d'Essen, et l'autre publiant *Vulcan*. Ce qui restait du courant dit d'Essen ne subsistait plus que sous forme de secte.

La KAI avait été une pseudo-Internationale, mort-née, entraînant dans sa faillite des militants qui cédèrent vite au découragement. La tentative de Gorter s'était montrée catastrophique pour le communisme de gauche en Allemagne et dans plusieurs pays.

La naissance d'un courant de Berlin dans le KAP des Pays-Bas

Le parti de Gorter ne fut pas épargné par les luttes intestines en Allemagne. Le KAPN qui s'était rallié au courant d'Essen fut atteint par le même virus de la scission qu'en Allemagne, mais à un degré moindre. Le KAPN montra un grand sectarisme à l'égard de la tendance de Berlin qui souhaitait envoyer des délégués à ses congrès d'Utrecht en avril 1922 : il refusa d'entendre le point de vue du KAPD de Berlin. Le KAPN était loin pourtant de partager le refus de la tendance d'Essen d'intervenir dans les luttes économiques du prolétariat; il se montrait actif dans la lutte de classe et avait constitué des organisations de lutte, qui prirent le nom d'unions (AAB), sur le modèle allemand de l'AAU. C'est surtout le rattachement du KAPN à la KAI qui entraîna une vive réaction dans l'organisation : l'exclusion en 1922 de la section d'Utrecht, puis en 1923 d'une partie de la section de Rotterdam ne suffirent pas à mater la tendance pro-Berlin. Celle-ci s'appuyait

sur les jeunesses du 'parti' (KAJ) et une forte opposition à Amsterdam et dans d'autres sections. Ces exclusions avaient fortement amoindri numériquement le KAPN. Mais ce sont surtout les rivalités entre clans qui furent désastreuses pour ce dernier. D'un côté il y avait Luteraan, de l'autre la "Korporatie" (corporation), constituée de la famille Korper, qui luttaient pour le contrôle du parti. Cette lutte de différentes cliques fut la cause d'une très grande confusion : la famille Korper sortit du KAPN en 1924 pour y revenir bientôt et prendre la direction de l'organisation. Quant à Luteraan, il se rendit autonome et sortit en 1927 son propre journal : *De Roode Vaan*.

Bien des militants, ayant un minimum de sérieux politique, refusèrent de prendre partie dans ces luttes de clans et résolurent de poursuivre un travail révolutionnaire sur des bases plus saines. Ce fut le cas de Henk Canne-meijer, qui quitta le KAPN en octobre 1924 par dégoût d'une "organisation devenue une union sportive politique" (108). Autour de lui, de Jan Appel allait se constituer le Groupe des communistes internationaux (GIC), seul groupe incarnant véritablement l'esprit de la Gauche hollandaise. Avec le GIC, la Gauche hollandaise reprenait le flambeau du communisme de gauche international, fortement ébranlé par la scission allemande de 1922. Avec lui, triomphait le courant du KAPD de Berlin.

L'erreur de Gorter et de ses partisans de proclamer artificiellement la KAI, alors que subsistaient dans l'I.C. des fractions de gauche qui auraient pu être regroupées au sein d'un même courant communiste de gauche international, a été très lourde pour le mouvement révolutionnaire. Au lieu d'une nouvelle Internationale, alors que subsistait encore une vie révolutionnaire dans la IIIe internationale dégénérante, c'est un regroupement des fractions communistes de gauche dans et en dehors de l'IC- qui apparaissait à l'ordre du jour. Seul un tel regroupement aurait permis de mener jusqu'au bout le combat dans l'I.C. Le déclin de la révolution mondiale, très net en Europe à partir de 1921, ne permettait guère d'envisager la formation d'une nouvelle internationale. En croyant que le cours était toujours à la révolution, avec la théorie de la "crise mortelle du capitalisme", le courant de Gorter et d'Essen avaient une certaine logique dans leur proclamation de la KAI. Mais les prémisses étaient fausses. C'est la même erreur que refit Trotsky, qui s'était moqué lui-même en 1921 d'une éventuelle IVe Internationale, en 1938. A la veille de la guerre

mondiale et alors que tout mouvement révolutionnaire avait été balayé par la contre-révolution, il proclamait sa IVe Internationale. Gorter et la KAI avaient au moins l'excuse que la vague révolutionnaire mondiale, bien que refluant, n'était pas brisée. Elle devait se poursuivre jusqu'en 1927 en Chine.

Peu avant de mourir, en 1927, Gorter s'était considérablement rapproché du KAP de Berlin; les dernières années de sa vie, il les avait consacrées, en son nom personnel, à regrouper les forces communistes de gauche qui s'étaient scindées, mais sans succès. Son dernier acte politique fut de mettre en garde le KAP de Berlin contre l'euphorie qui s'était emparée de lui, après l'intégration des 2.000 militants de l'Entschiedene Linke qui provenaient du KPD :

“ Si nous saluons l'accroissement des forces révolutionnaires qui passent de l'Entschiedene Linke au KAP, autant nous gardons les yeux ouverts. Le KAP est quelque chose de grand. Il est grand dans la mesure où il sut se maintenir pur des tentatives de succès immédiats. Il est le fanal de la lutte de classe pure, sans compromis. Maintenez cette pureté et vous sauverez la révolution. ” (109).

C'était affirmer que la tendance de Berlin restait le seul “pôle” révolutionnaire; que plus que la tendance d'Essen, elle avait maintenu l'héritage révolutionnaire du KAP. C'était un message pressant pour les nouvelles générations révolutionnaires : l'organisation révolutionnaire était une chose difficile à conserver, constamment menacée dans son existence.

NOTES

(1) Le représentant du KAPD était Arthur Goldstein, né en 1887, journaliste. Membre du SPD en 1914, il avait adhéré à l'USPD en 1917. Dans l'opposition du KDP en 1919, il était l'un des membres fondateurs du KAPD. Au sein de celui-ci, il mena la bataille acharnée contre le national-bolchevisme. Délégué à l'Exécutif

du Komintern de novembre 1920 à fin mars 1921. Rentré en Allemagne il devint rédacteur de l'organe du KAP dans la Ruhr *Klassenkampf*, à Düsseldorf. Il fait partie du clan Schröder, et à ce titre est membre du Bureau d'information de la KAI, avant la scission de mars 1922. Après celle-ci devint très rapidement collaborateur de Paul Levi et de sa revue *Unser Weg*. Levi le fit entrer au SPD, pour constituer une "opposition". A la fin des années 1920, il fit partie avec Schröder, Reichenbach, Schwab du groupe clandestin "Rote Kämpfer", qui sorti du SPD prétendait reprendre les positions originelles du KAPD. Exilé en France, après 1933, où il tente de construire une organisation des R.K. Il est peut-être l'auteur, sous le pseudonyme de A. Lehmann, des groupes ouvriers communistes, de l'article "Les causes économiques, sociales et politiques du fascisme" (*Masses*, n° 11, nov. 1933). Pris par la Gestapo en 1941, il est assassiné.

(2) Lettre du Comité exécutif du 15 janvier 1921; publiée dans *Die Aktion*, n° 13-14, avril 1921.

(3) Cf. CARR, *La Révolution bolchevique*, tome III, Editions de Minuit, p. 321-331.

(4) K. RADEK, *Zur Taktik des Kommunismus: ein Schreiben an den Oktober-Parteitag der KPD*, Hamburg, 1919, p. 11-12. Radek va même plus loin, en préconisant "un modus vivendi avec les États capitalistes" (idem).

(5) Dès août 1920, le gouvernement soviétique livra 400 kilos d'or à Mustafa Kemal; les armes suivirent peu après. Pour apparaître radical, le gouvernement de Kemal avait fondé un P.C. "officiel", composé de toute une brochette de généraux, ministres et hauts fonctionnaires. (Cf. P. DUMONT, *Mustafa Kemal*, Ed. Complexe, 1983, Bruxelles.)

(6) Cf. P. AVRICH, *La tragédie de Kronstadt 1921*, Points-Histoire, Paris, 1975. Et Ida METT, *La Commune de Kronstadt*, Cahiers 'Spartacus', 1949. Voir la *Revue internationale* du C.C.I. n° 3, oct. 75 : "Les leçons de Kronstadt"

(7) Cette assertion que les insurgés de Kronstadt étaient dirigés par des "gardes blancs" reposait sur la

présence d'un ancien général tsariste, qui servait dans la Flotte. Mais Toukhatchevsky était aussi un ancien général tsariste. Fin 1919, les chiffres officiels donnaient l'intégration de 100.000 officiers tsaristes sur 500.000 dans l'Armée rouge. Les insurgés de Kronstadt refusèrent de suivre les conseils militaires de l'ancien général tsariste, Kozlovski,, qui commandait officiellement l'artillerie comme " spécialiste militaire ". Il est certain, néanmoins, que les Blancs ne restèrent pas inactifs; ils tentèrent en vain de proposer leurs " services " en envoyant des émissaires. Les insurgés mirent à l'écart les officiers au cours de la révolte. Les dirigeants bolcheviks étaient loin de partager les assertions de Trotsky. Ainsi Boukharine, au IIIe Congrès de l'I.C. " Qui dit que Kronstadt était blanche? Non. Pour nos idées, pour la tâche qui est la notre, nous avons été contraints de réprimer la révolte de nos frères égarés. Nous ne pouvons pas considérer les matelots de Kronstadt comme nos ennemis.' Nous les aimons comme des frères véritables, notre chair et notre sang. " (Cité par Paul AVRICH, op. cit., p. 132.)

(8) *Izvestias de Kronstadt* n° 5, 7 mars 1921; traduction Bélibaste, Paris, 1969. Les Kronstadiens faisaient une très nette différence entre Lénine et Trotsky. Ils croyaient que Lénine, malade, était tombé sous la coupe de Zinoviev et Trotsky. Dans le n° 12, du 14 mars, les Kronstadiens avouèrent leur déception de Lénine, lorsque celui-ci eut affirmé au VIIIe congrès du parti communiste russe que " le mouvement était pour les soviets mais contre la dictature des bolcheviks " et que c'était " une contre-révolution d'un nouveau genre ". Ils pensaient, comme les travailleurs russes, que " Lénine était différent de Trotsky et Zinoviev ". " Ils avaient encore confiance en lui. " (idem, n° 12, 14 mars). Ils en concluaient que Lénine devait finalement " calomnier " comme Trotsky et Zinoviev. Mais Lénine était finalement sincère, en proie " à la confusion ".

(9) Ce message radio de Trotsky est donné ainsi dans la traduction Bélibaste de 1969. Nous n'avons pu vérifier le texte russe des *Izvestias* n° 5, du 7 mars. La traduction de Ida Mett (in *La Commune de Cronstadt*, Cahiers Spartacus, Paris) ne laisse pas entendre que les insurgés " seront passés par les armes " mais " écrasés par la force des armes " : " Je donne en même temps l'ordre de préparer tout ce qu'il faut pour écraser la révolte et les révoltés par la force des armes. La responsabilité des désastres qui

s'abattront sur la population civile retombera entièrement sur les têtes des Gardes blancs ” (p. 47-48). Enfin Paul Avrich, donna la traduction suivante de l'ultimatum de Trotsky – cosigné par S.S. Kamenev, commandant en chef de l'armée rouge et Toukhatchevski- : “ Je donne en même temps l'ordre de préparer l'écrasement de la mutinerie et la réduction des mutins par la force des armes. La responsabilité des souffrances qui pourraient en résulter pour la population pacifique retombe entièrement sur la tête des mutins contre-révolutionnaires. Cet avertissement est le dernier. ” (AVRICH, *op. cit.*, p. 141) (Les différences de traduction sont soulignées par nous.) S'il y a un “distinguo” à faire entre “passer par les armes” et “écraser les mutins par la force des armes”, c'est un ‘distinguo’ bien léger, qui n'enlève rien aux responsabilités de Trotsky dans la répression des insurgés de Kronstadt. On sait que le résultat de la répression fut la fusillade soit immédiate, soit plus tard dans les camps de concentration de la plupart des révoltés. Plus tard Trotsky essaya de se laver de ses responsabilités, lorsqu'il fut accusé dans les années trente d'avoir été le principal responsable de la répression. Par un mensonge flagrant, Trotsky affirma en 1938 qu'il “ n'avait pas pris la plus petite part personnelle à la pacification du soulèvement de Kronstadt ou à la répression qui suivit ”. (Cité *par The New Internationalist*, août 1938, p. 249-250.) A cette époque, il est vrai, Trotsky menait une politique d'alliance avec les anarchistes espagnols, et le rappel de ce passé peu reluisant était très gênant pour lui.

(10) Alexandra Kollontai affirma que les membres de l'opposition ouvrière seraient les premiers à se porter volontaires pour écraser la révolte de Kronstadt. (Cf. AVRICH, *op. cit.*, p. 175.)

(11) Le stalinisme accusa par la suite, en 1939, Toukhatchevski d'avoir été responsable de l'insurrection de Kronstadt.

(12) Il est hautement significatif que les insurgés qui avaient emprisonné une petite minorité de communistes, qui était hostile au soulèvement, n'exercèrent aucune violence contre elle. Toute violence dans le camp prolétarien devait être exclue : “ (Kronstadt ne voulait pas) imiter Petrograd, car il estime qu'un pareil acte, même effectué dans un accès de haine désespérée, est le plus honteux et le plus lâche à tous les points de vue. L'histoire n'a pas encore connu de pareils procédés. ” (*Izvestias*, 7 mars 1921.)

(13) “ Résolution du navire *Petropavlovsk*”, 28 février 1921; citée par AVRICH, *op. cit.*, p. 75-76. Il est certain que le poids de la petite paysannerie se faisait sentir chez les matelots, puisque 2/3 étaient d'origine paysanne, en 1921. Mais cette composition sociale n'était guère différente de celle des marins de Kronstadt en 1918.

(14) KAZ n° 177.

(15) KAZ n° 179, “ Die Offensive gegen Russland beginnt! ”.

(16) Goldstein, bientôt remplacé par Bernhardt Reichenbach, était en contact avec l'opposition ouvrière russe de Moscou. C'est lui qui fit passer en Occident le manuscrit de 1^{er} “ Opposition ouvrière ” de Kollontaï, par un courrier spécial au KAPD. Il fut traduit aussitôt en allemand et néerlandais et édité par le KAPD et l'organe de l'opposition hollandaise *De Kommunistische arbeider*. Pierre Pascal en fit une traduction en français, à partir de la brochure originale on la trouvera reproduite au Seuil, 1974, Paris; A. KOLLONTAÏ, *L'opposition ouvrière*.

(17) Intervention au Congrès extraordinaire du KAPD, Berlin, 11-14 septembre 1921. Reproduite dans le procès-verbal, *Protokoll des ausserordentlichen Parteitage der KAPD vom 11. bis 14.9.1921 in Berlin*, édité en 1986 par C. KLOCKNER, Verlag für wissenschaftliche Publikationen, p. 58-59.

(18) *Protokoll des III. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale*, reprint, Erlangen, 1973, p. 190 et 342. Alexander Schwab, délégué du KAPD au III^e Congrès du Komintern, avait le même point de vue que Gorter, affirmant : “ Gorter ne prend pas parti pour les insurgés de Kronstadt et il en est de même pour le KAPD. ” (p. 621)

(19) H. GORTER, *Die Klassenkampf-Organisation des Proletariats*, Berlin, 1921, p. 245 du recueil de H.M. BOCK, A. Pannekoek, H. Gorter, *Organisation und Taktik der proletarischen Revolution*, 1969.

(20) Plus qu'avec Kollontaï, les délégués du KAPD à Moscou étaient en contact avec le groupe d'E.N.

Ignatov de Moscou (Cf. *KAZ* n° 204). Ce groupe demandait le respect de la démocratie ouvrière et la lutte contre la bureaucratie du parti. Il exigeait, enfin, ce qui n'était pas pour déplaire au KAPD, que les organes responsables du parti bolchevik soient composés d'au moins 2/3 d'ouvriers. Il se fonda dans l'opposition ouvrière.

(21) Cf. H. GORTER, *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale*, Berlin, 1923; reprint "*Kommunismen*", Copenhague, 1972.

(22) H. GORTER, *Partei, Klasse und Masse*, in *Proletarier*, organe du KAPD, n° 4, mars 1921.

(23) Depuis 1920, le KAPD avait constitué des organisations de combat clandestines (*Kampforganisationen* ou *K.O.*), parallèles au parti. Dissimulées derrière des "unions sportives", elles avaient été le plus souvent démantelées par la police, comme à Berlin à l'automne 1920. Celles qui subsistaient en Saxe, dans le Vogtland étaient très actives, mais autonomes. En 1921 avait été créé, sous la direction de Plättner, un véritable centre militaire : l'"Oberste Aktionsrat" (Conseil suprême d'action), détaché du KAPD, et particulièrement actif dans les 'expropriations' et les actions 'militaires'. Les 'actions' de Plättner étaient parallèles à celles de Max Hölz. Celui-ci, exclu du KPD à l'automne 1920, s'était rallié au début de l'année 1921 au KAPD. Plättner était en réalité un élément plus important, plus 'théorique', qui avait mené une lutte acerbe contre Rühle, sous forme de brochure et d'écrits. Mais hostile aux "actions individuelles", le KAP de Leipzig l'avait exclu en mars 1921 (*KAZ* n° 54, juillet 1923, "K. Plättner und Genossen"). Pour le KAPD, Plättner était un élément "bakouniste" (*KAZ* n° 55, 1923). Le KAPD était donc loin de soutenir la pratique de l'"action individuelle".

(24) Cf. P. BROUE, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, Editions de Minuit, Paris, 1971, p. 474-485.

(25) *KAZ* n° 181 et 182. Le KAPD cédait incontestablement au putschisme. Celui-ci avait été particulièrement fort en août 1920; par exemple le 21 août 1920, à Velbert - dans la Ruhr - le KAPD avait instauré une "république des conseils" qui avait duré 17 heures! (Cf. Olaf IHLAU, *Die Roten Kämpfer*, Erlangen, 1971, p. 19.)

(26) Cf. Olaf IHLAU, *op. cit.*, p. 19-21.

(27) Interview de Franz Peter Utzelmann, février 1966, par Ilhau. Utzelmann (1895-1972), ouvrier, participa à la révolte des marins de Kiel en 1918, à l'insurrection spartakiste de janvier 1919. Condamné à la prison à vie après l'Action de Mars, il est libéré à la faveur d'une amnistie en 1923. Il quitta alors le KAPD; il fit partie des " Rote Kämpfer " de Schröder et Schwab, jusqu'à son arrestation par la Gestapo en 1936. Il fait quatre années et demie de travaux forcés. Il fait la guerre dans un bataillon disciplinaire. Il est membre du SED en 1946; en 1949 il dirige les industries du bois de la zone soviétique. Arrêté en 1949, il réussit à s'enfuir à Berlin Ouest en 1950, où il eut du mal à se faire reconnaître comme réfugié politique.

(28) Utzelmann et d'autres membres du KAP de Leuna auraient " froidement abattu " Hölz, s'il s'était trouvé à portée de leurs fusils (interview mentionnée plus haut).

(29) Lettre de Hölz du 24 novembre 1921 à Emil Schubert, président du KAPD " (sic), mentionnée in Max Hölz, *Vom 'Weissen Kreuz' zur Roten Fahne*, Verlag Neue Kritik, 1977, p. 422. Hölz prétendait que le KAPD faisait de la publicité " avec son cadavre ". Il trouva une bien meilleure publicité dans le VKPD.

(30) *Der Weg des Dr. Levi; der Weg der V.K.P.D.*, Berlin, mai 1921. Le chapitre 3 est de Gorter.

(31) Levi finit par rejoindre la social-démocratie : en 1922, il adhéra à l'USPD, puis au SPD. Il se suicida en 1929.

(32) Une véritable critique fut exercée surtout par Otto Rühle. Celui-ci, bien qu'en désaccord avec l'Action de Mars, avait tenu à se plier " à la discipline révolutionnaire " de l'AAU de Dresden, et avait attendu la fin des combats pour émettre ses critiques. Il estimait - ce qui est loin d'être sûr - que les événements de Kronstadt avaient poussé l'I.C. dans la tactique du putsch en Allemagne. L'action de Mars avait inverse le cours de la révolution en Allemagne : " A nouveau une défaite! A nouveau une tragédie Des centaines des plus nobles combattants tombés, des milliers jetés au pénitencier ou en prison pour des milliers d'années : n'est-ce pas ce que la bourgeoisie allemande pouvait souhaiter de mieux ... L'avant-garde du prolétariat,

avec l'aide de la centrale du VKPD, a été 'légalement' anéantie! ... La révolution en Allemagne est perdue pour longtemps." (" Das Ende der mitteldeutschen Kämpfe ", *Die Aktion*, n° 15-16, avril 1921) Otto Rühle comme Pfemfert furent ignominieusement calomniés par le VKPD : ils furent accusés d'avoir livré Hölz à la police, ce contre quoi Hölz protesta énergiquement, de sa prison. (Cf. *Die Aktion*, n° 17-18, 30 avril 1921.)

(33) Le putschisme, préconisé par l'Exécutif du Komintern fut en raison directe du cours dégénérescent suivi par elle : le Parti communiste bulgare, sans préparation, se lança dans l'insurrection en septembre 1923; en octobre 1923, presque simultanément, se déroulait le putsch de Hamburg; en décembre 1924, le petit parti communiste d'Estonie tentait de prendre le pouvoir à Reval, sans aucun soutien des ouvriers; enfin, en novembre 1927, à l'instigation de l'I.C., le PC chinois tentait de prendre le pouvoir à Schanghaï.

(34) *Die Aktion*, idem. Mais Rühle était individualiste au lieu de poursuivre une activité militante organisée, il se consacra de plus en plus à des projets pédagogiques, de façon typiquement conseilliste.

(35) La presse du KAPD et ses tracts, en 1923, ne cessent de constater la passivité du prolétariat allemand et insistent sur le fait qu'il est " moins cinq ", avant la défaite.

(36) Discours de Trotsky, publiés sous forme de brochure : *Nouvelle étape*, Librairie de " l'Humanité ", Paris, 1922, De façon pénétrante, Trotsky soulignait : " L'humanité ne resté pas en place; son équilibre, par suite des luttes des classes et des nations, est instable. Si une société ne peut pas monter, elle tombe; et si aucune classe n'existe qui puisse l'élever, elle se décompose et ouvre la voie à la barbarie. " (idem, p. 76). Moins pénétrant était le pronostic d'une guerre entre les USA et la Grande-Bretagne, avant 1924.

(37) Cité par BROUE, op. cit., p. 516.

(38) A. PANNEKOEK, " Sowjet-Russland und der west-europäische Kommunismus ", in *Proletarier*, n° 6, juin 1921.

(39) TROTSKY, *Nouvelle étape*, p. 111-114. L'assimilation du KAPD à un groupe de " aventuriers ",

“ anarchistes ” et de “ socialistes-révolutionnaires de gauche ” par Trotsky annonçait l'exclusion.

(40) *De Roode Vaan*, n° 6, janvier 1920, accusait déjà Roland Holst - et non sans raison - de servir de “ frein contre l'opposition ” . Pannekoek - pour des raisons professionnelles - se contentait d'écrire, dissimulé derrière des pseudonymes, dans la revue théorique *De Nieuwe Tijd* tels : J. Braak; K. Horner L.V.; Van Loo.

(41) *De Roode Vaan*, n° 1, septembre 1920. “ Het Congres der C.P. ”.

(42) *De Roode Vaan*, n° 2, oct. 1920

(43) *De Tribune*, 22 oct. 1920, cité par M.C. WIESSING, *Die Holländische Schule des Marxismus*, VSA, Hamburg, 1980.

(44) *De Roode Vaan*, n° 6, juin 1921, “ Van Deventer tot Enschedé ”. G.J. Geers (1893-1965), professeur d'espagnol, jouissant de la totale confiance de ses camarades, fit partie dans les années 1920 du Comité directeur du KAPN.

(45) Au IIIe Congrès de l'I.C., Roland Holst eut le mérite de défendre Gorter et ceux qu'on appelait les “ kaapistes ”.

(46) A partir de 1923, se développa dans le CPN une forte opposition, plus dirigée contre la direction despotique de Wijnkoop que déterminée par des questions principielles. La minorité, organisée en un Comité pour la troisième internationale, et dirigée par Jacques De Kadt, voulait le respect de la “ démocratie ” de parti. La réponse de Wijnkoop fut l'exclusion de De Kadt. Tandis que Sneevliet prenait la direction de l'opposition dans le CPN, De Kadt forma, à l'extérieur, avec Roland Holst, la “ Fédération des clubs de lutte et de propagande communiste ” (B.K.S.P.), qui en juillet 1924 publia un hebdomadaire: *De Kommunist*. Pour éviter la désagrégation du parti, l'I.C. de Zinoviev imposa la destitution de Wijnkoop, Ceton, van Ravesteyn de la direction, et fit élire en mai 1925 une nouvelle direction. Une partie du BKSP, avec Roland Holst, retourna alors au CPN. Exclu en 1926, Wijnkoop forma alors son propre parti : le CPH

(Comité central); il retourna dans le CPN, avec ses partisans - sauf van Ravesteyn, qui abandonna l'activité politique en 1926 - en 1930, pour suivre tous les tournants staliniens. Quant à l'opposition de Sneevliet, qui sympathisait avec Trotsky, composée de syndicalistes du NAS, elle quitta définitivement le CPN en 1927. C'était l'ultime opposition de gauche au sein de ce parti, engagé alors définitivement dans le stalinisme.

(47) Cf. *Histoire de la Bulgarie des origines à nos jours*, Horvath, 1977. Cf. surtout : J. SCHÄRF in *La révolution d'octobre et le mouvement ouvrier européen*, p. 199-206.

(48) Lettre en français du KAP bulgare à Emil Sach, membre du Bureau d'organisation de la KAI, mars 1922, in Archives Canne-Meijer, map 240/5, IISG, Amsterdam.

(49) Lettre de salut au congrès du KAPD de septembre 1921, par Ivan Gantchev, au nom de l'Exécutif des "groupes communistes de gauche de Bulgarie", in *Protokoll des ausserordentlichen Parteitages der KAPD*, *op. cit.*, p. 18-20.

(50) *KAZ* n° 219, août 1921, "Die Linken Kommunisten Bulgariens".

(51) Cf. lettre à Emil Sach, déjà citée. Par méfiance envers les intellectuels de Sofia, comme Gantchev et Prodanov, le Comité exécutif central avait été transporté à Varna, sur la mer Noire; c'était une mesure provisoire tant qu'à Sofia ne se formerait pas une "organisation de formation, d'esprit et de discipline ouvrière". Gantchev s'y opposa.

(52) Ainsi le montre une lettre de Wijnkoop à la *Rote Fahne*, du premier juin 1921. La *KAZ* n° 190 avait émis l'hypothèse que Wijnkoop agissait sur les instructions de Moscou.

(53) La brochure de Kollontaï : "L'Opposition ouvrière", remise à Reichenbach, délégué du KAPD, put sortir de Russie, pour être traduite bientôt en allemand, hollandais et anglais dans la presse du communisme de gauche. Les rapports du KAPD avec l'Opposition ouvrière se rompirent rapidement.

(54) Il s'agit du groupe de Guy Aldred, fortement teinté d'anarchisme, qui dans les années 30 établit des

contacts internationaux avec le communisme des conseils. Son groupe, avec la revue *Solidarity*, défendit les positions internationalistes pendant la deuxième guerre mondiale. Pour la gauche communiste en Grande-Bretagne, lire Mark SHIPWAY, *Anti-Parliamentary Communism. The Movement for Workers' Councils in Britain, 1917-1945*, Macmillan Press, London, 1988.

(55) Comme l'atteste la liste des délégations, il y avait 5 représentants du KAPD : Jan Appel (Hempel); Alexander Schwab (Sachs); Bernhard Reichenbach (Seemann); Ludwig Meyer (Bergmann). Le cinquième était Käthe Friedländer, mariée à un Russe, qui n'intervint pas. Elle resta après le congrès pour poursuivre le contact avec l'opposition russe (cf. archives Canne-Meijer, map 49/3). Lors d'un deuxième voyage, illégal, en Russie, elle fut arrêtée par la Tchéka. Un autre représentant du KAPD, Heinz Kagan, Roumain, fut arrêté bien après le congrès par la Tchéka de Moscou, et à deux doigts d'être fusillé comme " espion " polono-roumain ", alors qu'il faisait de la propagande pour le KAP. Libéré et retourné en Roumanie, il fut assassiné par la police (Cf. brochure du KAPD, *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale*, Berlin, 1922, p. 21.)

(56) *KAZ* n° 219, " Die KAPD auf dem 3. Kongress ". Il faut noter que l'Exécutif de l'I.C. avait décidé d'envoyer une délégation à un éventuel congrès du KAPD et de laisser un siège à son délégué à Moscou près le Comité exécutif. Mais en août, par la bouche de Lénine, se marquait une nette volonté de rupture : " Bien entendu, les éléments semi-anarchistes ne peuvent et ne doivent être tolérés que dans une certaine mesure. En Allemagne, nous les avons tolérés très longtemps. Le IIIe congrès de l'Internationale communiste leur a fixé un ultimatum mentionnant un délai précis. Si aujourd'hui ils ont eux-mêmes quitté l'I.C. tant mieux. Premièrement, ils nous ont épargné la peine de les exclure... Aujourd'hui, il faut moins s'occuper des kaapistes. En polémiquant avec eux, nous ne leur faisons que de la publicité. Ils sont par trop inintelligents; on a tort de les prendre au sérieux; ce n'est pas la peine de se fâcher contre eux. Ils n'ont pas d'influence dans les masses et ils n'en auront pas, si nous-mêmes nous ne faisons pas de fautes. Laissons ce petit courant mourir de sa belle mort..." (" Lettre de Lénine aux communistes allemands ", 14 août 1921, in *Œuvres*, Editions Sociales/Editions de Moscou, Paris-Moscou, tome 32, p. 545-556.)

(57) Rapport fait au comité central du KAPD, le 31 juillet 1921, in *Proletarier*, n° 7.

(58) KAZ n° 219,

(59) Pannekoek se retire du mouvement ouvrier autant pour se consacrer à ses travaux d'astronomie que pour " s'orienter " personnellement dans les débats du KAPD, sans adhérer à un parti. Cette conception est similaire à celle de Bordiga qui se retira pendant 15 ans du mouvement révolutionnaire. Mais Pannekoek expliqua ainsi ce retrait de l'activité militante : " Je considère la forme parti et la conception d'appartenance à un parti en grande partie comme une survivance de l'ancienne période socialiste du mouvement ouvrier, qui, bien qu'inévitable à certains égards, est cependant totalement nuisible. Pour ces raisons, je continue d'être en dehors du KAPN. " (" Lettre au secrétaire du KAPN ", 12 mars 1927, in Archives Canne Meijer, 37, IISG, Amsterdam.)

(60) Serge BRICIANER, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, p. 193.

(61) Cité par GORTER, *Die Moskauer-Internationale*, Berlin, juillet 1921, p. 5.

(62) Le texte de la brochure est publié aussi dans *Proletarier*, organe théorique du KAPD, n° 7, juillet 1921.

(63) Une 'Internationale' paysanne fut fondée en octobre 1923. Celle-ci - le Krestintern - fut utilisée pour pratiquer le front unique avec des partis bourgeois influents dans la paysannerie de pays sous-développés.

(64) *Die Sowjetregierung und die 3. Internationale im Schlepptau der internationalen Bourgeoisie!*, Verlag KAPD, 1921.

(65) *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale*, Berlin, 1923.

(66) Cf. Philippe BOURRINET, 1980, *La Gauche communiste d'Italie*.

(67) Lénine écrit par exemple : " ...nous marchons en avant vers la révolution socialiste, sachant qu'elle n'est pas séparée de la révolution démocrate que bourgeoise par une muraille de Chine." Plus loin il parle du contenu démocratique bourgeois de notre révolution ", par " l'élimination des coutumes moyenâgeuses, du

servage, du féodalisme dans les rapports sociaux (régime, institutions)”. (LENINE, “ Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d’octobre ”, *Œuvres*, t. 33, p. 43-52.)

(68) Des militants du KAPD s’élevèrent au congrès de septembre 21 contre une vision schématique des “ étapes ” de la révolution; ainsi Carl Happ, fonctionnaire du KAP à Hamburg : “ La théorie schématique des étapes : féodalisme, capitalisme, communisme, je la considère comme une théorie sèche et maudite...” (Procès-verbal déjà cité, p. 96-99.)

(69) Pannekoek défendait au même moment le caractère prolétarien de cette révolution ; il soulignait surtout le rôle prolétarien du parti bolchevik : “ Incommensurablement grande est l’action des bolcheviks pour la Révolution en Europe occidentale. Ils ont d’abord par la prise du pouvoir politique donné l’exemple au prolétariat du monde entier... Ils ont par leur praxis posé les grands principes du communisme : dictature du prolétariat et système des soviets ou des conseils...” (*Proletarier*, n° 6, juin 1921, “ Soviet-Russland und der westeuropäische Kommunismus ”.)

(70) *Protokoll*, idem, p. 122-123.

(71) Gorter semble avoir été sous la surveillance constante de la police allemande, comme l’atteste un rapport de police en date du 23 août. (RK IN. 51, “ *Lageberichte* ” du ministère de l’intérieur, réédités par Ernst RITTER en 1979, sous forme de microfilms, K.G. Saur, München, New York, London, Paris.)

(72) Idem, RK In. 50. Plus prudent que Gorter, Schröder avait envisagé avant toute chose de tenir une conférence des groupes d’opposition et après d’examiner quelle serait la forme du regroupement internationale.

(73) Cf. Clemens KLOCKNER, dans sa préface au *Protokoll*, déjà cité, p. 11-42.

(74) Il y avait 76 délégués, 180 hôtes au congrès, dont le local d’accueil changeait chaque jour. Outre Gorter, la délégation hollandaise comprenait Jansen et Maer. Jansen était peut-être le peintre Proost,

délégué au II^e congrès de l'I.C., encore membre du CPH. Si cela était, sa présence au congrès s'explique mal.

(75) *Protokoll*, idem, p. 6-14.

(76) Intervention d'August Wülfrath (1890?-1962?), un métallo de Berlin, membre du G.H.A. du KAPD. Il fut un dirigeant important du KAPD jusqu'à la fin des années 20. Il écrivit dans la revue théorique kaapédiste *Proletarier* sous le pseudonyme de Friedrich Oswald. Il a légué un certain nombre de documents à la Staatsbibliothek de Berlin-Est. Dans les années 1950, en RDA, il dirigea la bibliothèque du Land de Postdam. Mort à Berlin-Est.

(77) Adam Scharrer (1889-1948), fils de berger, tourneur, avait adhéré au Spartakusbund pendant la guerre. Il est le véritable pilier du KAPD de la scission de 1922 jusqu'à au moins 1929. Il est le responsable véritable de la revue théorique *Proletarier*. Travaille comme correcteur. A partir de 1929, il écrit des romans, dont certains aux éditions du P.C. allemand. Son roman le plus célèbre sur la guerre est *Vaterlandslose Gesellen*. En 1933 il se réfugie à Prague, mais abandonne vite ses positions communistes des conseils. Il se réfugie en URSS en 1935. Pendant la guerre, il travailla, au côté de Theodor Plivier, pour la propagande russe. Revenu en Allemagne en 1945, il travaille pour le nouveau régime stalinien dans ses "services culturels". Il prétendit qu'il était "sans parti" depuis 1920 (sic). (Cf. H.R. MÜLLER, in *IWK*, Berlin, März 1975, Heft 1.) Bien entendu, les éditions est-allemandes, qui publiaient ses romans, firent silence sur son appartenance au KAPD.

(78) Il s'agit des " Communistes révolutionnaires de Yougoslavie ". Dans une lettre adressée au congrès du KAPD, le groupe d'opposants ne s'était pas prononcé pour une KAI, mais au contraire pour " un noyau oppositionnel unitaire dans la IIIe Internationale ". (Cf. *Protokoll*, p. 16.) Le représentant de l'organisation d'opposants, Grulowitch (Grulovic), présent au congrès, avait signé l'appel pour une KAI avec le KAPN et les Bulgares ; il fut livré à la police dès son retour en Yougoslavie par la centrale du P.C.Y. installée à Vienne, et cela uniquement pour empêcher la formation d'un KAP en Yougoslavie. (Cf. brochure du KAPD, 1923 : *Die*

Kommunistische Arbeiter-Internationale. - Räte-Internationale oder Führer-Internationale?, p. 20)

(79) Série d'articles de Dethmann : *Kampfruf* (Appel au combat) n° 4, 5, 6 et 8, “ Die Union, was sie ist und was sie sein soll ”.

(80) *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale*, op. cit., p. 8-9.

(81) Gorter, en 1923, trouvait “ très dommage ” que la direction d'Essen laisse ses membres “ diriger comme individus la lutte salariale ”, rendant ainsi son attitude “ équivoque ”. Mais il leur donnait raison théoriquement (brochure KAPD, op. cit., p. 10). Gorter n'apparaît pas ici contre les luttes salariales, alors que la tendance d'Essen avait comme mot d'ordre : “ A bas les luttes salariales! ”, dans sa presse et même dans ses tracts.

(82) Cette théorie d'une “ classe pour le capital ” a été développée, ou plutôt reprise, dans les années 70 par quelques éléments d'une mouvance ‘ultra-gauche’ proche de la revue “ Invariance ” en France. Ces éléments proclamaient la “ vanité ” de toute lutte économique, qui ne pourrait être qu'une lutte “ pour le capital ” d'une “ classe pour le capital ”. Le prolétariat, selon eux, devait “ se nier ” comme classe salariée. Telle était par exemple la revue *Le Mouvement communiste*, à laquelle participaient Gilles Dauvé et François Martin. Ces éléments ou groupes ont rapidement disparu à la fin des années 70. Ce n'est nullement un hasard si la revue “ Invariance ”, a republié des textes de la tendance d'Essen.

(83) La tendance d'Essen, qui publiait une *KAZ*, et se proclamait KAPD fut logique avec elle-même : à la fin des années 20, elle proclamait la dissolution de sa propre union.

(84) *Der Kampfruf*, n° 21, 1922, Zur Reichskonferenz der Allgemeinen Arbeiter-Union ”.

(85) L'AAU-E de Rühle et Pfemfert, rivale de l'AAU, a absorbé à partir d'octobre 1921 le gros des militants qui ont quitté le KAPD. L'AAU-E comptait environ 60.000 membres en 1922, plus que l'AAU, qui en avait 12.000.

(87) Une commission des mandats était obligatoirement formée lors des sessions du Comité central à fins de vérification, Cela était très nécessaire, vu le nombre d'organes participants. Parmi les présents : le G.H.A, le Bureau d'information et d'organisation de la KAI, le comité principal élargi (*Erweiterter Hauptausschuss*) - sorte de comité politique ne s'occupant pas de la gestion des affaires courantes -, la Centrale de Berlin du KAPD, la rédaction, de la KAZ plus la commission de presse, les représentants des jeunesses (KAJ) du Reich et de Berlin, les représentants du VRUK (commission de soutien aux prisonniers politiques du KAP), enfin les représentants de l'AAU (Reich et Berlin), enfin quelques membres du district de Berlin. S'y ajoutaient, bien entendu, les 12 districts (régions) du KAPD. En tout 33 personnes étaient présentes lors de la session des 5 et 6 mars. On voit la complexité de l'organisation d'un parti révolutionnaire, comme le KAPD. On ne peut malheureusement pas définir précisément les compétences organisatives des organes centraux (GHA, centrale de Berlin, comité principal élargi). Il suffit de préciser que disposaient d'un mandat, donc du droit de vote : les 12 districts, le Bureau international, le GHA, l'*Erweiterter Hauptausschuss*, la centrale de Berlin. Soit 20 mandats en tout. De façon anormale, Dethmann le théoricien de " l'individu ouvrier - disposait des mandats de 5 districts. Avec un *Erweiterter Hauptschuss*, une centrale, 7 districts gagnés à la tendance de Schröder, il était facile de manipuler le vote, et donc de 'noyer' la réelle majorité du parti.

(88) Cf. KAZ (Berlin) no 18 à 21, 1922; KAZ (Essen) n° 1, mars 22.

(89) Schröder et ses amis pouvaient déposer très 'légalement' le GHA de Berlin, puisque les statuts du KAPD donnaient à la centrale de Berlin le droit d'en révoquer les 9 membres individuellement, sous réserve de l'approbation ultérieure par le congrès du parti ", et de les remplacer par d'autres!

(90) Selon la tendance de Berlin, le KAP d'Essen utilisa des méthodes indignes d'une organisation révolutionnaire. Essen utilisa la calomnie, prétendant que le " rouble russe " coulait à flots dans les caisses de Berlin; que le district de Berlin était un " nid de mouchards " (KAZ-Berlin n° 41). Essen n'hésita pas à s'emparer du matériel de l'organisation et proposa de l'argent aux camarades de Düsseldorf pour que le *Klassenkampf* se tourne contre Berlin (KAZ n° 16). Enfin des militants de la ville d'Essen attaquèrent avec

matraques et bâtons les partisans de Berlin. dans cette ville (KAZ Berlin, n° 41, 1922). La manie de se proclamer le vrai parti, avec le même nom, après chaque scission a été reprise par les 'bordiguistes' italiens. Il y a aujourd'hui en Italie au moins 2 partis communistes internationaux, 2 partis communistes internationalistes se réclamant de la Gauche communiste italienne.

(91) Dethmann avait proposé que l'Exécutif de la KAI soit responsable comme un tout devant le congrès, celui-ci ayant seul le droit d'en révoquer les membres, " afin de ne pas représenter la conception particulière de leur parti national ". Cela signifiait que l'Exécutif pouvait imposer jusqu'au congrès une politique contraire aux orientations politiques, sans que les partis nationaux puissent révoquer et remplacer leurs délégués. (Cf. brochure KAPD Berlin, *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale*, 1923, p. 12-13).

(92) *Proletarier*, avril 1922, Berlin, " Die Thesen des 1. Kongresses der KAI. La tendance d'Essen avait gardé, après la scission, la revue théorique du KAPD. La tendance de Berlin édita son propre *Proletarier* à partir de novembre 1924.

(93) Sauf en Hollande, le KAPN, les organisations bulgare et britannique ne donnèrent leur adhésion officielle à la KAI que bien plus tard. Dans la réalité, la KAI était composée en 1922 du KAPN et d'Essen.

(94) Schröder après 1922 n'écrit pratiquement plus. Démoralisé, il participa faiblement à l'activité militante à la tête de la KAI.

(95) Traduction française in *Invariance*, n° 5, 1974. Les numéros de page indiqués dans le texte sont ceux de la revue *Invariance*.

(96) H. GORTER, *Die Klassenkampforganisation des Proletariats*, Berlin, 1921. Avant son adhésion à la KAI, Gorter en contradiction avec la conception d'un parti noyau sélectionné, réclamait dans ce texte une organisation de millions de communistes conscients, des *Unionen* rassemblant entre 10 et 25 millions de membres!

(97) H. GORTER, *Die Notwendigkeit der Wiedervereinigung der Kommunistischen Arbeiter-Parteien Deutschlands*, Berlin, 1923, p. 20. Gorter endossait en son nom personnel le contenu de la brochure. C'est dire combien seul se retrouvait Gorter.

(98) Archives Canne-Meijer, map 240 (IISG, Amsterdam).

(99) KAZ - tendance d'Essen, mais éditée par Emil Sach à Berlin - n° 14, août 1922, "Aus der Internationale".

(100) La tendance de Varna avait un délégué près du KAPD de Berlin en la personne de l'étudiant Krum Jäkov (ou Georg Schekov?), à partir de 1924 rédacteur au *Proletarier* de Berlin, Il utilisait les pseudonymes de plume suivants : Burg; Charlotte Burg; Burger. (D'après Alfred Weiland, ancien membre du KAPD de Berlin, dont les archives se trouvent à la Freie Universität de Berlin.)

(101) La KAI avait encore des contacts avec la Gauche communiste bulgare, ou ce qui en restait.

(102) *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale. - Räte-Internationale oder Führer-Internationale?*, p. 17-19; brochure du KAPD de Berlin; Berlin, 1923. Les deux Russes en question sont peut-être : Kropf et Basil Ivan Raminov. Le premier est cité par un rapport de police allemand (*Lageberichte*, IK 57 In, 11 octobre 1921) comme étant membre du Bureau d'information de la KAI, fin 1921. Le deuxième est peut-être l'époux de Käthe Friedländer, qui jouait un rôle de tout premier plan dans le travail international de la KAI. Son nom est aussi orthographié dans les lettres des archives Canne-Meijer : Rumanov; d'où le nom de Rumanova qui, dans la correspondance, semble désigner Käthe Friedländer. Celle-ci et Rumaminov furent exclus du travail international en janvier 1925, puis de la KAI à l'automne 1925, comme l'atteste une circulaire du 4 mars 1926 (map 241/1, archives Canne-Meijer), dont le titre est "mandat d'arrêt" (sic) (*Steckbrief*). Tous deux étaient exclus pour attitude réformiste, liens avec des groupes de la IIIe Internationale et trahison de l'organisation". Depuis 1922 (map 238a/47), Käthe Friedländer représentait à l'Exécutif restreint de la KAI le Parti communiste ouvrier de Russie. Celle-ci n'était pas formellement du KAPD (Essen), sans doute parce que employée à la Mission commerciale russe de Berlin (map 238a/61). Elle travaillait avec les deux autres

membres de l'Exécutif restreint, Walter Dolling et Karl Schröder qui furent exclus en septembre 1924 (*Rundschreiben* nr 3, sept. 1924; map 238a/60). Il est difficile de savoir si la raison en était sa prise de position en faveur des théories de Rosa Luxemburg, contre Pannekoek (idem) ou ses liens - pas très clairs - avec le gouvernement russe, à travers son travail dans un organisme d'Etat russe.

(103) Le ministre-amant de Catherine II, lors des visites du pays par l'impératrice, construisait des villages flamboyant neufs destinés à lui cacher la réalité misérable de la vie du paysan russe et offerts à ses regards admiratifs.

(104) " Manifeste du Groupe ouvrier du Parti communiste russe (bolchevik) ", 1923, publié par le KAPD (Essen); in G. HILLMANN, *Selbstkritik des Kommunismus*, Rowohlt Verlag, 1967; traduction française : *Invariance* n° 6; 1975. Pour l'histoire de la Gauche communiste russe, cf. Robert V. DANIELS, *Das Gewissen der Revolution (Kommunistische Opposition in der Sowjetunion)*, Olle & Wolter, Berlin, 1978. Voir aussi " la Gauche communiste en Russie ", *Revue Internationale* du CCI, n° 8 et 9, 1976-1977.

(105) La *K.A.Z.* de Vienne était tirée à Mülheim (Ruhr). En 1922, le KAP d'Autriche semble avoir eu - d'après des rapports de police autrichiens - une vingtaine de membres, beaucoup moins en 1924. Le rédacteur de la *K.A.Z.* de Vienne en 1924 était Stanislaus GEIGER (1901-?) (1436 8KA für Inneres, 1513, 1922-1925), employé, membre du KPÖ en 1919. En 1927, il est délégué à la première conférence de l'Opposition du KPÖ dirigée par FREY. En 1928, il est membre du groupe de Landau, tout en gardant des contacts avec le KAPD (Essen) (cf. Frey-Archiv, Wien, map 12). (Documents aimablement transmis par Hans Schafranek.)

(106) Schwab par contre qui s'était retiré du KAPD, pour des raisons personnelles, refusa de suivre Schröder dans cette voie. Il resta en contact avec le KAPD de Berlin.

(107) Dans les années 1950, Emil Sach, ayant survécu au nazisme et resté militant publia sa propre revue *Stirn und Faust*, Leverkusen, 1952. (Cf. Fritz KOOL, op. cit., p. 606.)

(108) Lettre de démission de Canne-Meijer, en date du 26 oct. 1924, adressée au KAPN (Archives Canne-Meijer, map 25/5).

(109) *De Kommunistischer Arbeiter*, organe de l'opposition du KAPD, 1^{er} novembre 1921, " An den Genossen der KAPD ", lettre du GIC hollandais du 16 octobre 1927. Au sein du KAPD s'était créée une opposition qui refusait l'intégration trop rapide de l'Entschiedene Linke dans le parti et protestait contre le refus - avalisé par le KAPD, de Schwarz d'abandonner son mandat de député. L'opposition finit par réintégrer le parti en avril 1928. Avant de mourir, Gorter était très conscient de la nécessité du regroupement des révolutionnaires. Il l'était d'autant plus, que plus lucide que le KAPD, il était convaincu que la vague révolutionnaire était terminée et que le temps de la réaction était arrivé. C'est ce qu'il avait déclaré à J. de Kadt, qui au nom du BKSP (cf. note plus haut), était venu le trouver. (DE KADT, *Uit mijn Communistentijd*, p. 386.)

(110) Jacques de KADT (1897-1988), littérateur, entré au CPH en 1920, fut le principal fondateur du BKSP. Il quitta bientôt le terrain du communisme pour adhérer au SDAP en 1928, dont il anima l'aile gauche, celle qui devait être à l'origine de l'OSP. L'OSP, fondé en 1932, était une expression typique du " socialisme de gauche ". Après la 2e guerre, de KADT fut député socialiste du Parti du Travail (PvdA), successeur du SDAP après 1945, et l'un des chantres de la guerre froide, comme en témoignent ses " Mémoires ".